



N° 13-010-XIF au catalogue

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2006



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la Loi sur la statistique
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à: notre agent d'information, Statistique Canada, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (téléphone: (613) 951-3640; iead-info-dcrd@statcan.ca).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Renseignements pour accéder au produit

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.ca et de choisir la rubrique Nos produits et services.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de service sont aussi publiées dans le site www.statcan.ca sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Système de comptabilité nationale

Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2006

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2006

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Juin 2006

N° 13-010-XIF au catalogue, vol. 5, no 1

Périodicité : trimestrielle
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Produits et services connexes

PIB en termes de revenus et de dépenses

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0058, 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication: Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique: Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Chiffriers	13-001-DDB, 13F0016DDB, 13-213-DDB, 13-001-XDB, 13F0016XDB, 13-213-XDB

PIB par industrie

Tableaux CANSIM	379-0017 à 379-0022
Publication: Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

Balance des paiements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication: Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

Flux financiers

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Chiffriers	13-014-DDB, 13-014-XDB

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publication: Croissance de la productivité au Canada	15-204-XIF

Bilan des investissements internationaux

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication: Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

Comptes du bilan national

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication: Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Chiffriers	13-214-DDB, 13-214-XDB

Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens

Publication	13-605-XIF
-------------	------------

Table des matières

À propos de cette publication.	5
Politique de révision	5
Révisions dans cette édition.	5
Aperçu.	6
L'investissement en bâtiments résidentiels s'accélère après une croissance modérée en 2005	6
Les dépenses de consommation s'accroissent	7
L'accumulation des stocks ralentit	7
Les exportations piétinent	8
Le revenu du travail progresse, la baisse des prix de l'énergie fait chanceler les bénéfices des sociétés	8
PIB par industrie : faits saillants pour mars 2006	8
PIB en termes de revenus et de dépenses	10
Investissement des entreprises	10
Dépenses personnelles	10
Commerce international	11
Revenu du travail et bénéfices des sociétés	12
Comptes sectoriels	12
Prix pour l'ensemble de l'économie	13
PIB par industrie	19
Les concessionnaires de véhicules neufs accroissent leurs ventes alors que les grossistes les réduisent	19
La baisse de la demande américaine affecte la fabrication de véhicules automobiles	20
Net recul de la construction résidentielle	20
L'activité boursière soutient la croissance du secteur financier	20
Une poussée du secteur de l'énergie	20
Légère baisse de la production industrielle	20
Autres secteurs	21
PIB par industrie, premier trimestre 2006	21
Balance des paiements internationaux	24
Compte courant	24
Chute de l'excédent au chapitre des biens	24
Le déficit inférieur des revenus de placement compense pour les biens	25
Baisse des bénéfices sur les investissements directs	25
Légère accroissement du déficit des services	25
Compte financier	26
Investissement record en titres étrangers	26
La vente d'actifs tempère les investissements directs à l'étranger	26
Troisième trimestre consécutif de robustesse des investissements directs étrangers au Canada	26
Les investissements étrangers en titres canadiens atteignent un sommet depuis cinq trimestres	27
Les investisseurs étrangers achètent des effets canadiens, mais vendent des obligations pour un deuxième trimestre consécutif	27
Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves	27
Flux financiers	30
Les emprunts des ménages augmentent	30

Les sociétés continuent d'accumuler des excédents	31
Les emprunts des administrations publiques augmentent	31
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre	37
La croissance de la productivité est principalement attribuable aux entreprises produisant des services	38
La croissance du coût unitaire de main-d'oeuvre diminue considérablement par rapport au quatrième trimestre de 2005	39
La croissance du PIB canadien et américain s'est accélérée, mais le rythme est moins prononcé ici	39
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains s'affaiblissent	40
Les révisions récentes des chiffres de productivité au Canada n'ont eu aucun impact sur l'écart Canada/États-Unis	41
Les révisions de 2002-2005 des Comptes des revenus et dépenses	46
Introduction	46
Calendrier de révision	46
Révisions des Comptes des revenus et dépenses	46
Répercussions des révisions sur le produit intérieur brut (PIB)	46
Révisions des agrégats du revenu (tableau 5)	49
Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau 6)	50

À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

Politique de révision

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

PIB par industrie:

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

Révisions dans cette édition

PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2002.

PIB par industrie:

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2005.

Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre:

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2002.

Aperçu

Premier trimestre de 2006 et mars 2006

L'activité économique s'est accélérée au premier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant progressé de 0,9 %, grâce à la vigueur continue de l'investissement et des dépenses personnelles. La production mensuelle a connu une hausse légère de 0,1 % par rapport à février.

Les industries productrices de services ont bondi grâce au progrès du commerce de détail et de gros ainsi que de la finance, des assurances et des services immobiliers. La production des industries productrices de biens a légèrement augmenté, les fabricants ayant continué de subir le contrecoup de la hausse rapide du cours du dollar et de la compétition internationale croissante. Les exportations ont diminué légèrement, principalement celles des industries de l'automobile, de la foresterie et des biens industriels.

Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (1997)¹

	Variation	Variation	Variation
		annualisée	d'une
	%		
			année à l'autre
Premier trimestre de 2005	0.6	2.2	3.2
Deuxième trimestre de 2005	0.8	3.4	3.0
Troisième trimestre de 2005	0.8	3.2	2.7
Quatrième trimestre de 2005	0.6	2.6	2.8
Premier trimestre de 2006	0.9	3.8	3.2

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La production a fléchi dans les secteurs de l'exploitation minière, des services publics et de la fabrication de biens non durables. Dans l'ensemble, la production industrielle a reculé de 0,3 %. Aux États-Unis, l'indice de la production industrielle a progressé de 1,3 %, grâce au secteur de la fabrication et de l'extraction minière, tandis que les services publics ont connu un repli.

Un bond de la demande des ménages, particulièrement des dépenses de consommation en biens durables et en logement, a été à l'origine de la plus grande partie de la progression au premier trimestre. La croissance de la demande intérieure finale s'est poursuivie au même rythme qu'au quatrième trimestre et a continué d'être supérieure à la croissance globale du PIB.

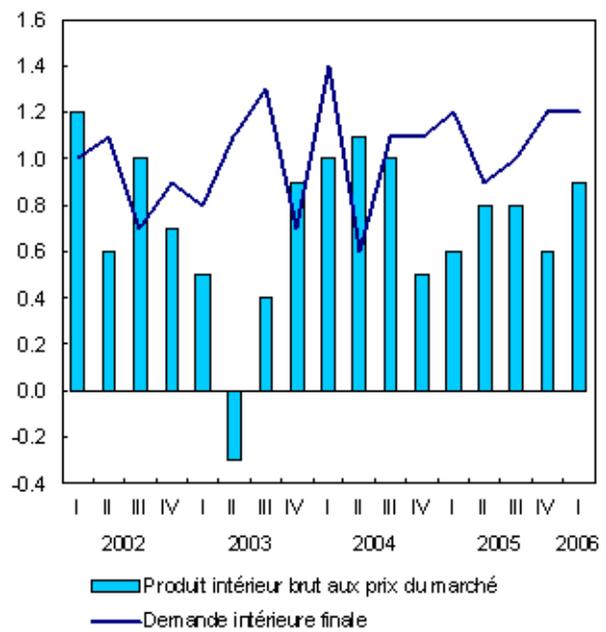
Les prix pour l'ensemble de l'économie, mesurés par l'indice de prix en chaîne du PIB, ont baissé de 0,7 % durant le trimestre. Une part importante du recul a été attribuable à la chute des prix de l'énergie. Excluant

l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie se sont accrus de 0,7 %, soit un rythme légèrement supérieur à celui affiché au trimestre précédent.

Au premier trimestre, l'économie a progressé à un taux annualisé de 3,8 %, ce qui représente un redressement important par rapport à celui de 2,6 % enregistré durant le trimestre précédent. L'économie américaine s'est accrue au taux annualisé de 5,3 %.

La demande intérieure finale continue d'augmenter plus rapidement que le PIB

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



L'investissement en bâtiments résidentiels s'accélère après une croissance modérée en 2005

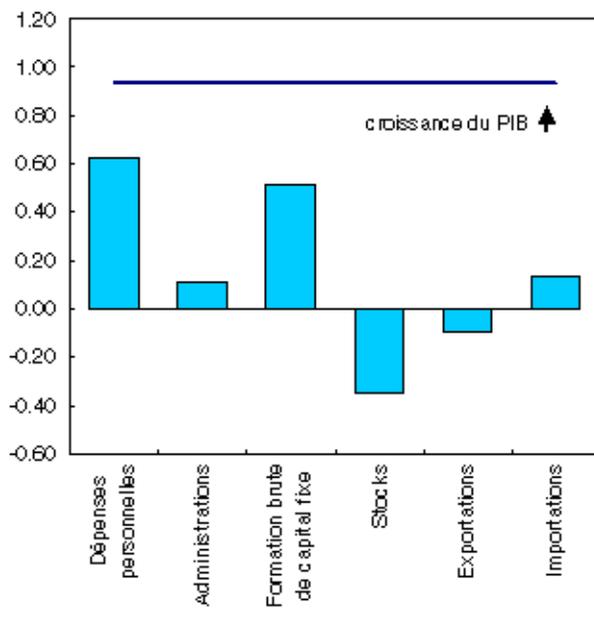
L'investissement en bâtiments résidentiels a rebondi au premier trimestre, après avoir stagné au quatrième trimestre. La progression de 3,4 % enregistrée au premier trimestre représente l'accroissement trimestriel le plus important en plus de deux ans. Un bond de la valeur de la construction résidentielle neuve, une vigueur soutenue des activités de rénovation et un marché de la revente dynamique ont tous contribué à la forte croissance.

L'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels, ainsi qu'en machines et matériel a continué de grimper au premier trimestre, quoique plus lentement qu'au cours de la deuxième moitié de 2005.

L'investissement en ouvrages non résidentiels a augmenté de 1,8 %. Toutefois, l'investissement en ouvrages de génie a ralenti après avoir connu deux trimestres de croissance vigoureuse. Au cours des dernières années, la plus grande partie de la croissance a eu lieu dans le secteur en ébullition du pétrole et du gaz. Depuis 2002, la part de l'investissement total en ouvrages non résidentiels imputable aux ouvrages de génie est passée de 67 % à 71 %.

Contribution à la croissance – Composantes principales des dépenses

Points de pourcentage



L'investissement en machines et matériel a augmenté moins rapidement suite au ralentissement des dépenses en autre matériel de transport et de la légère baisse des dépenses en télécommunications, après une hausse importante durant la deuxième moitié de 2005.

Les dépenses de consommation s'accroissent

Les consommateurs ont commencé l'année 2006 à peu près de la même façon qu'en 2005, soit en achetant de grandes quantités de biens durables et semi-durables. Les dépenses en vêtements et chaussures, en meubles et articles d'ameublement, en appareils ménagers et en matériel de loisirs, de sport et de camping ont toutes grimpé de plus de 3 %. L'ensemble de cette activité a fait s'accroître la production du secteur de la vente au détail (+2,0 %). Les dépenses personnelles des Canadiens à l'étranger sont demeurées vigoureuses, tandis que celles des étrangers au Canada ont régressé, donnant lieu à une hausse de 7 % des dépenses nettes à l'étranger.

Les dépenses en biens non durables ont essentiellement stagné durant le premier trimestre, la croissance modeste observée pour les aliments, les boissons et le tabac ayant été plus que compensée par le recul des achats de produits liés à l'énergie, tels que les carburants et lubrifiants automobiles. Le temps plus chaud a fait baisser la consommation de gaz naturel et d'électricité, tous deux à la baisse pour un deuxième trimestre d'affilée.

L'accumulation des stocks ralentit

L'accroissement des stocks a été légèrement supérieur à 10 milliards de dollars au premier trimestre, en baisse par rapport à l'accumulation de 15 milliards de dollars enregistrée au quatrième trimestre. Le gros de cette croissance a été attribuable aux stocks des détaillants qui ont affiché un deuxième trimestre de forte accumulation. Celle-ci a été compensée par un épuisement important des autres stocks non agricoles, en particulier ceux de produits de l'énergie. Au quatrième trimestre, les importations de produits de l'énergie avaient fait un bond de plus de 7 %, la production de pétrole et de gaz avait grimpé de 3,5 %, tandis que les exportations avaient diminué, de sorte que

Produit intérieur brut réel, aux prix de base

	Octobre 2005 ^f	Novembre 2005 ^f	Décembre 2005 ^f	Janvier 2006 ^f	Février 2006 ^f	Mars 2006 ^p
Données désaisonnalisées, dollars enchaînés (1997), variation mensuelle en %						
Ensemble des industries	0,2	0,2	0,4	0,2	0,3	0,1
Industries productrices de biens	0,4	-0,0	0,6	-0,5	0,5	-0,2
Industries productrices de services	0,1	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3
Production industrielle	0,5	-0,1	0,7	-1,0	0,3	-0,1
Construction	0,8	0,9	0,9	0,9	1,1	-0,6
Commerce de détail	1,5	1,3	0,3	0,8	0,2	1,2
Secteur de l'énergie	0,3	0,3	0,5	-3,0	2,0	1,1

l'on avait assisté à un accroissement massif des stocks durant ce trimestre. La situation s'est renversée au premier trimestre, durant lequel les importations ont baissé, la croissance de la production a ralenti et les exportations ont augmenté, ce qui a causé un épuisement important des stocks.

Les exportations piétinent

La croissance de la production manufacturière a ralenti pour s'établir à 0,1 % au premier trimestre, en raison de reculs dans les secteurs de la fabrication de biens non durables et de matériel de transport. Ces reculs ont été causés en partie par la demande étrangère plus faible qui a ralenti les exportations. La plupart des groupes de biens ont enregistré, soit une faible croissance, soit un repli. Les exportations de produits automobiles, qui s'étaient accrues de plus de 15 % au cours de la deuxième moitié de 2005, ont baissé au premier trimestre tandis, que celles de produits de la forêt ont perdu la plupart du terrain gagné au quatrième trimestre.

Après avoir connu deux trimestres de croissance vigoureuse, les importations ont fléchi. Les importations de produits de l'énergie ainsi que de machines et matériel ont diminué. Il s'agit de la première baisse trimestrielle des importations de machines et matériel en trois ans. Les importations de biens de consommation ont progressé de nouveau (+2,2 %), dans la foulée d'accroissements comparables observés lors des deux derniers trimestres de 2005.

Le revenu du travail progresse, la baisse des prix de l'énergie fait chanceler les bénéfices des sociétés

Le revenu du travail a progressé de 1,2 %, soit un peu moins que l'accroissement trimestriel moyen de 1,5 % enregistré en 2005. Bien que les industries productrices de services aient été à l'origine de la croissance pendant la plus grande partie de 2005, les industries productrices de biens étaient celles qui l'ont sous-tendue au premier trimestre. Les salaires et traitements versés par les administrations publiques ont stagné, contribuant à la faiblesse dans le secteur de la production de services, tandis qu'un accroissement a été enregistré au premier trimestre dans le secteur des services d'enseignement et dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale. La croissance dans les secteurs de l'extraction minière, de la construction et de la fabrication a contribué au progrès observé dans le secteur de la production de biens.

Les bénéfices des sociétés ont diminué de 4,1 %, soit le premier recul trimestriel significatif depuis 2003, l'affaiblissement des prix à l'exportation des produits de l'énergie ayant étouffé la croissance des bénéfices du secteur du pétrole et du gaz. Si l'on exclut l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que les raffineries, les bénéfices se sont accrues modestement. Des progrès importants ont été enregistrés dans les secteurs des services immobiliers, de la location et de la location à bail, de l'information et de la culture et de l'éducation et de la santé.

PIB par industrie : faits saillants pour mars 2006

L'économie canadienne a progressé de 0,1 % en mars, alors qu'elle s'était accrue de 0,2 % en janvier et de 0,3 % en février. En mars, la production de services (+0,3 %) a plus que contrebalancé le recul observé dans les industries de biens (-0,2 %).

Le commerce de détail a profité d'un regain d'activités chez la plupart des détaillants en mars. Les concessionnaires de véhicules neufs ont particulièrement contribué à la hausse de 1,2 % du secteur. Excluant les détaillants de véhicules neufs, le commerce de détail a progressé de 0,4 %. L'activité des grossistes, quant à elle, est demeurée inchangée, retenue par une baisse des exportations de véhicules automobiles.

La production manufacturière s'est contractée de 0,4 % en mars. Parmi les 21 groupes majeurs, 11 d'entre eux, représentant 54 % de la production manufacturière totale, ont réduit leur production. La baisse de la demande américaine de véhicules automobiles s'est traduite par un recul marqué de la fabrication de voitures au Canada.

Le secteur de la construction a diminué de 0,6 % en mars, marquant ainsi une pause après 20 mois de croissance ininterrompue. La construction résidentielle s'est repliée de 2,2 %, soit l'équivalent de sa progression du mois précédent. La construction non résidentielle avançait de 0,6 %.

L'effervescence des marchés boursiers a continué de contribuer à l'essor du secteur financier (+0,3 %). Par contre, les courtiers en immeubles ont connu un recul de 1,6 %, suivant ainsi le ralentissement du marché de la revente de maisons.

Poursuivant sa lancée du mois précédent, le secteur énergétique a progressé de 1,1 % en mars. Cette croissance a été largement attribuable à la hausse marquée de l'exploration pétrolière (+13 %) et à la progression de la production de pétrole et de gaz naturel (+0,2 %). La production et la transmission d'électricité a, pour sa part, fléchi de 0,7 %. L'extraction minière s'est nettement repliée (-4,6 %) en grande partie en raison d'une baisse marquée de la production de potasse.

Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
PIB en termes de revenus et de dépenses								
Rémunération des salariés	662 604 <i>1,0</i>	672 252 <i>1,5</i>	682 340 <i>1,5</i>	694 340 <i>1,8</i>	703 668 <i>1,3</i>	712 380 <i>1,2</i>	651 888 <i>5,0</i>	688 150 <i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	176 616 <i>1,6</i>	178 936 <i>1,3</i>	183 704 <i>2,7</i>	192 368 <i>4,7</i>	202 812 <i>5,4</i>	194 568 <i>-4,1</i>	171 323 <i>18,3</i>	189 455 <i>10,6</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56 272 <i>1,1</i>	56 460 <i>0,3</i>	57 036 <i>1,0</i>	60 392 <i>5,9</i>	67 724 <i>12,1</i>	63 960 <i>-5,6</i>	54 084 <i>8,9</i>	60 403 <i>11,7</i>
Revenu net des entreprises individuelles	85 472 <i>0,4</i>	85 516 <i>0,1</i>	85 764 <i>0,3</i>	86 556 <i>0,9</i>	86 988 <i>0,5</i>	87 944 <i>1,1</i>	84 084 <i>7,3</i>	86 206 <i>2,5</i>
Impôts moins subventions	151 532 <i>1,1</i>	152 072 <i>0,4</i>	155 740 <i>2,4</i>	156 352 <i>0,4</i>	157 024 <i>0,4</i>	159 416 <i>1,5</i>	148 564 <i>5,8</i>	155 297 <i>4,5</i>
Revenu personnel disponible	767 332 <i>0,9</i>	772 444 <i>0,7</i>	781 652 <i>1,2</i>	793 836 <i>1,6</i>	802 164 <i>1,0</i>	819 128 <i>2,1</i>	755 931 <i>4,7</i>	787 524 <i>4,2</i>
Taux d'épargne personnelle[2]	2,3 ...	1,2 ...	1,0 ...	1,3 ...	1,3 ...	1,9 ...	2,6 ...	1,2 ...
désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	646 954 <i>0,9</i>	655 823 <i>1,4</i>	661 391 <i>0,8</i>	665 602 <i>0,6</i>	671 517 <i>0,9</i>	679 161 <i>1,1</i>	638 825 <i>3,3</i>	663 583 <i>3,9</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	214 263 <i>0,6</i>	215 267 <i>0,5</i>	216 627 <i>0,6</i>	218 239 <i>0,7</i>	220 622 <i>1,1</i>	221 874 <i>0,6</i>	211 883 <i>3,0</i>	217 689 <i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe	251 025 <i>2,2</i>	255 191 <i>1,7</i>	258 014 <i>1,1</i>	264 002 <i>2,3</i>	269 080 <i>1,9</i>	274 586 <i>2,0</i>	244 221 <i>8,0</i>	261 572 <i>7,1</i>
Investissement en stocks	21 393 ...	17 624 ...	14 503 ...	14 992 ...	14 937 ...	10 217 ...	9 767 ...	15 514 ...
Exportations de biens et services	460 941 <i>-1,2</i>	466 955 <i>1,3</i>	464 866 <i>-0,4</i>	474 439 <i>2,1</i>	481 889 <i>1,6</i>	480 752 <i>-0,2</i>	462 239 <i>5,2</i>	472 037 <i>2,1</i>
Importations de biens et services	458 446 <i>2,0</i>	467 457 <i>2,0</i>	463 089 <i>-0,9</i>	475 574 <i>2,7</i>	490 041 <i>3,0</i>	488 019 <i>-0,4</i>	442 421 <i>8,2</i>	474 040 <i>7,1</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 137 820 <i>0,5</i>	1 144 136 <i>0,6</i>	1 153 623 <i>0,8</i>	1 162 822 <i>0,8</i>	1 170 239 <i>0,6</i>	1 181 226 <i>0,9</i>	1 124 688 <i>3,3</i>	1 157 705 <i>2,9</i>
PIB aux prix de base, par industrie								
Industries productrices de biens	336 330 <i>0,2</i>	337 406 <i>0,3</i>	338 669 <i>0,4</i>	342 673 <i>1,2</i>	345 257 <i>0,8</i>	345 848 <i>0,2</i>	332 217 <i>4,1</i>	341 001 <i>2,6</i>
Production industrielle	250 505 <i>0,2</i>	250 846 <i>0,1</i>	250 905 <i>0,0</i>	253 459 <i>1,0</i>	255 060 <i>0,6</i>	254 229 <i>-0,3</i>	247 374 <i>3,8</i>	252 568 <i>2,1</i>
Secteur de l'énergie	63 582 <i>1,1</i>	63 007 <i>-0,9</i>	63 592 <i>0,9</i>	65 114 <i>2,4</i>	66 064 <i>1,5</i>	65 433 <i>-1,0</i>	63 109 <i>1,8</i>	64 444 <i>2,1</i>
Fabrication	182 866 <i>-0,2</i>	183 845 <i>0,5</i>	183 017 <i>-0,5</i>	183 971 <i>0,5</i>	184 845 <i>0,5</i>	185 079 <i>0,1</i>	180 070 <i>4,6</i>	183 919 <i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	74 096 <i>-0,7</i>	73 732 <i>-0,5</i>	73 219 <i>-0,7</i>	73 480 <i>0,4</i>	72 922 <i>-0,8</i>	72 321 <i>-0,8</i>	73 714 <i>2,0</i>	73 338 <i>-0,5</i>
Fabrication de biens durables	108 539 <i>0,1</i>	109 876 <i>1,2</i>	109 562 <i>-0,3</i>	110 252 <i>0,6</i>	111 680 <i>1,3</i>	112 511 <i>0,7</i>	106 132 <i>6,5</i>	110 343 <i>4,0</i>
Construction	61 510 <i>1,1</i>	62 357 <i>1,4</i>	63 249 <i>1,4</i>	64 240 <i>1,6</i>	65 747 <i>2,3</i>	67 266 <i>2,3</i>	60 689 <i>4,6</i>	63 898 <i>5,3</i>
Industries productrices de services	716 314 <i>0,6</i>	722 804 <i>0,9</i>	730 397 <i>1,1</i>	736 304 <i>0,8</i>	740 931 <i>0,6</i>	749 273 <i>1,1</i>	709 357 <i>2,7</i>	732 609 <i>3,3</i>
Commerce de gros	63 958 <i>1,6</i>	65 112 <i>1,8</i>	66 981 <i>2,9</i>	67 818 <i>1,2</i>	69 169 <i>2,0</i>	71 153 <i>2,9</i>	62 306 <i>5,3</i>	67 270 <i>8,0</i>
Commerce de détail	60 341 <i>0,9</i>	61 449 <i>1,8</i>	62 125 <i>1,1</i>	62 241 <i>0,2</i>	62 635 <i>0,6</i>	63 874 <i>2,0</i>	59 405 <i>3,8</i>	62 112 <i>4,6</i>
Transport et entreposage	50 547 <i>1,0</i>	51 099 <i>1,1</i>	51 473 <i>0,7</i>	52 422 <i>1,8</i>	52 845 <i>0,8</i>	53 168 <i>0,6</i>	49 804 <i>4,5</i>	51 960 <i>4,3</i>
Finance, assurances, services immobiliers et de location	208 219 <i>0,6</i>	210 423 <i>1,1</i>	212 741 <i>1,1</i>	214 637 <i>0,9</i>	215 849 <i>0,6</i>	218 244 <i>1,1</i>	206 340 <i>3,4</i>	213 413 <i>3,4</i>
Technologies de l'information et des communications	59 190 <i>1,0</i>	60 103 <i>1,5</i>	61 153 <i>1,7</i>	61 961 <i>1,3</i>	62 059 <i>0,2</i>	63 047 <i>1,6</i>	58 112 <i>4,3</i>	61 319 <i>5,5</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

PIB en termes de revenus et de dépenses

Premier trimestre de 2006

L'activité économique s'est accélérée au premier trimestre, le produit intérieur brut (PIB) réel ayant progressé de 0,9 % grâce à la vigueur continue de l'investissement et des dépenses personnelles.

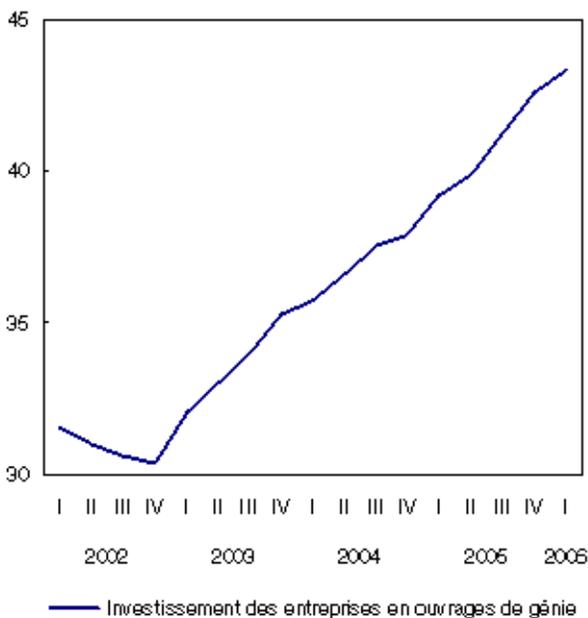
Investissement des entreprises

Après une croissance modérée pendant la plus grande partie de 2005, l'investissement en construction résidentielle a rebondi au premier trimestre de 2006, affichant une hausse de 3,4 %. Tandis que les activités de rénovation ont été la source de la vigueur observée pendant la plus grande partie de 2005, le bond de 4,6 % de la valeur de la construction résidentielle neuve sous-tend la reprise récente et a des effets généralisés sur les dépenses des ménages.

Le boom de la construction non résidentielle qui a débuté en 2003 s'est poursuivi en 2006. La croissance de l'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels a été semblable à celle du trimestre précédent, soit 1,8 %. L'investissement en ouvrages de génie a également connu une hausse vigoureuse de 1,8 %, a également été vigoureux ce trimestre, mais a ralenti comparativement au progrès enregistré durant la deuxième moitié de 2005.

Investissement en ouvrages de génie

Milliards de dollars enchaînés (1997)



Les résultats de l'enquête sur les intentions d'investissement des secteurs public et privé diffusés récemment indiquent que l'investissement en bâtiments non résidentiels demeurera ferme. Les entreprises prévoient faire d'importants investissements en prospection pétrolière et gazière, en plus de ceux en amélioration et agrandissement des installations existantes. Les administrations publiques ont également l'intention d'investir fortement dans l'amélioration des infrastructures d'approvisionnement en électricité, en gaz naturel et en eau, de réseaux d'égouts et de transports en commun.

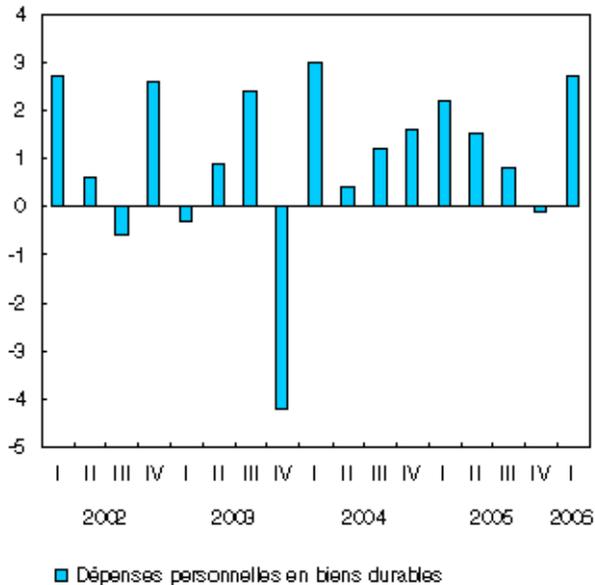
Au cours des derniers trimestres, l'investissement des entreprises a été égalé par l'investissement des administrations publiques en bâtiments non résidentiels et en machines et matériel. À l'instar de l'investissement des entreprises, la formation brute de capital fixe des administrations publiques a ralenti au premier trimestre, à la suite d'un fléchissement de l'investissement en ouvrages de génie comparativement au taux de 6,8 % établi en 2005.

Dépenses personnelles

Les consommateurs ont commencé l'année 2006 sensiblement de la même façon qu'en 2005, en achetant de grandes quantités de biens durables et semi-durables. La demande de vêtements et de chaussures, de meubles et d'articles d'ameublement, d'appareils ménagers, de matériel de loisirs, de sport et de camping, et de fournitures de lecture et de divertissement a été ferme au premier trimestre. Le faible prix des vêtements importés de Chine et l'appétit des Canadiens pour les dernières nouveautés en équipement électronique domestique ont sous-tendu en grande partie la croissance récente. Une reprise sur le marché du logement a également stimulé la croissance dans le secteur de l'ameublement ménager.

Dépenses personnelles en biens durables

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Les dépenses de consommation en électricité, en gaz naturel et en autres combustibles ont de nouveau baissé ce trimestre, la clémence de l'hiver ayant réduit la demande. La consommation de services a ralenti en raison d'une baisse des dépenses en services récréatifs qui a suivi le bond enregistré au quatrième trimestre.

Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion ont repris après le recul important du quatrième trimestre. Les achats de véhicules à moteur piétinent depuis qu'a pris fin la vague de remises offertes aux consommateurs.

Commerce international

Les exportations et les importations ont stagné au premier trimestre, après de bons résultats à la fin de 2005. Les exportations de produits automobiles, à l'origine de la vigueur observée durant la deuxième moitié de 2005, ont baissé fortement au premier trimestre. Les exportations de produits de la forêt ont également diminué, prolongeant la tendance à la baisse qui a débuté en 2004.

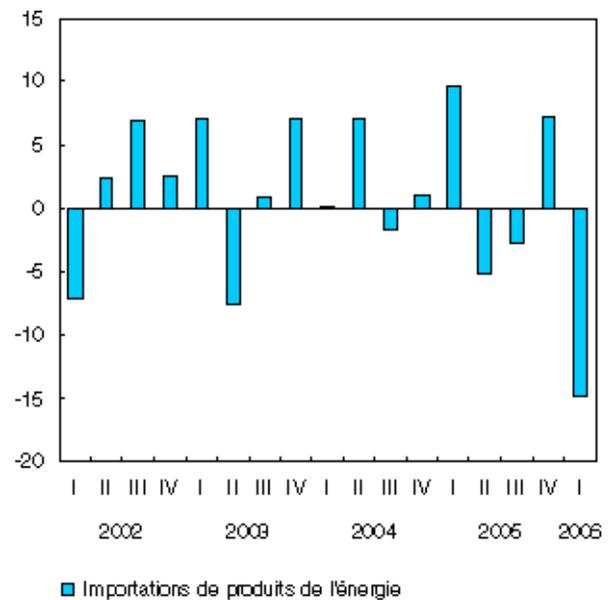
Les exportations d'aéronefs, qui sont demeurées importantes au premier trimestre, ont contribué à la hausse de 1,1 % des exportations de machines et matériel. La demande d'aéronefs canadiens augmente régulièrement depuis le début de 2005.

Les exportations des produits de l'agriculture et de la pêche ont augmenté légèrement au premier trimestre, mais la croissance est demeurée bien en deçà du rythme de 5,4 % enregistré en 2005. La progression a été sous-tendue par la hausse des exportations de blé, de poisson et préparations à base de poisson, de produits végétaux bruts et d'animaux vivants.

Après deux trimestres de croissance robuste, les importations ont fléchi. La plus grande partie du recul de 0,4 % est attribuable à une baisse des importations de produits de l'énergie. Les importations d'énergie ont fait un bond au quatrième trimestre, puis ont chuté considérablement au premier trimestre. Le niveau élevé des importations d'énergie au quatrième trimestre a causé une accumulation importante des stocks non agricoles qui ont ensuite été épuisés au premier trimestre.

Importations de produits de l'énergie

Variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (1997)



Le premier trimestre a été marqué par une nouvelle appréciation du cours du dollar canadien par rapport au dollar américain, la hausse se chiffrant à 1,6 %.

Revenu du travail et bénéfices des sociétés

Le revenu du travail a connu une forte croissance au premier trimestre, alors que les salaires et traitements ont continué de grimper, leur progression moyenne étant maintenant de 1,5 % pour les cinq derniers trimestres. Bien que les industries productrices de services aient été à l'origine de la croissance pendant la plus grande partie de 2005, les industries productrices de biens sont celles qui l'ont sous-tendue au premier trimestre. Les salaires et traitements versés par les administrations publiques ont contribué à la faiblesse dans le secteur de la production de services, tandis qu'un accroissement a été enregistré au premier trimestre dans le secteur des services d'enseignement et dans celui des soins de santé et de l'assistance sociale. La croissance dans les secteurs de l'exploitation minière, de la construction et de la fabrication a stimulé le secteur de la production de biens. La croissance de l'emploi est demeuré constante.

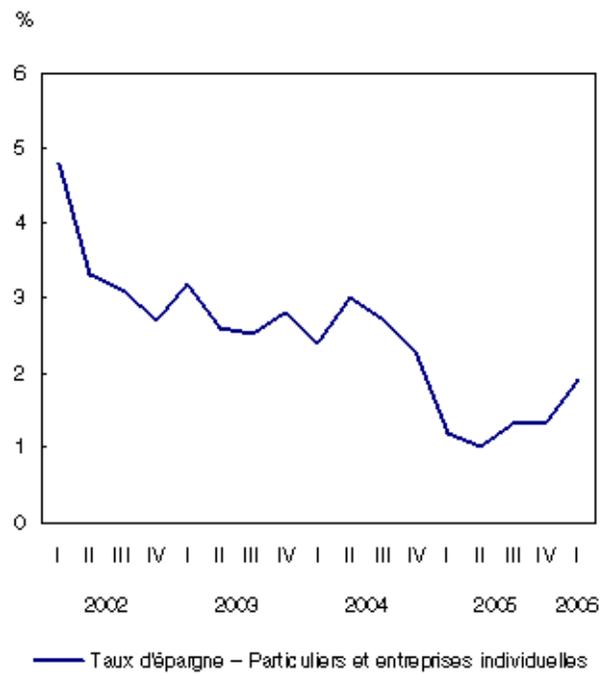
Les bénéfices des sociétés ont diminué de 4,1 %, soit le premier recul trimestriel significatif depuis 2003, les prix à l'exportation plus faibles des produits énergétiques ayant étouffé la croissance des bénéfices du secteur du pétrole et du gaz. Les prix de l'énergie plus faibles ont également contribué à la diminution de 5,6 % des revenus d'intérêts et d'investissements divers, les redevances versées aux administrations publiques ayant chuté.

Comptes sectoriels

La croissance vigoureuse des salaires et traitements conjuguée à une hausse importante des transferts gouvernementaux a donné lieu à une augmentation de 2 % du revenu personnel disponible, soit l'accroissement trimestriel le plus important depuis le quatrième trimestre de 2000. Le bond des transferts gouvernementaux est attribuable en grande partie à trois programmes : des chèques d'un montant total de 1,3 milliard de dollars ont été émis à l'intention des Albertains au titre du Resource Rebate Program; en Ontario, un crédit a été accordé aux ménages sur les factures d'électricité envoyées au premier trimestre, grâce à l'excédent accumulé dans le Fonds de protection des consommateurs contre les augmentations de prix d'électricité durant l'exercice 2004-2005; enfin, l'administration fédérale a versé 550 millions de dollars au titre de la Prestation pour les coûts de l'énergie aux familles et aux personnes âgées à faible revenu qui reçoivent la Prestation nationale pour enfants ou le Supplément de revenu garanti afin d'aider les ménages à faire face aux frais de chauffage élevés durant l'hiver.

La forte croissance du revenu personnel a fait augmenter le taux d'épargne du secteur des particuliers, lequel s'est établi à 1,9 %. Les données sur le PIB de la présente diffusion ont été révisées en remontant jusqu'à 2002. Ces révisions ont donné lieu à d'importants rajustements à la hausse du revenu du travail pour 2003 et 2004 qui ont été reportés en 2005. Par conséquent, le taux d'épargne du secteur des particuliers, qui, selon les publications antérieures avait été négatif pendant la plus grande partie de 2005, est maintenant positif. Toutefois, bien que le niveau ait varié, la tendance à la baisse qui a commencé au début des années 90 persiste.

Taux d'épargne personnelle



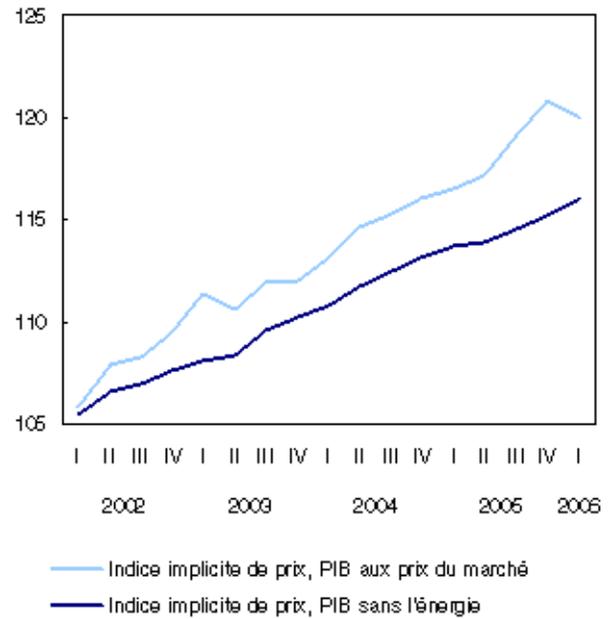
Prix pour l'ensemble de l'économie

Les fluctuations des prix de l'énergie continuent d'avoir une incidence sur l'indice de prix implicite du PIB. La réduction importante des prix globaux de l'énergie a fait diminuer les prix pour l'ensemble de l'économie de 0,7 %. Cette baisse trimestrielle est la première enregistrée depuis le milieu de 2003, lorsque la chute des prix était généralisée.

Si l'on exclut l'énergie, les prix pour l'ensemble de l'économie ont augmenté de 0,7 % au premier trimestre et leur croissance s'est accélérée régulièrement depuis le début de 2005. L'indice de prix implicite du PIB, énergie non comprise, est calculé en éliminant tous les éléments associés à l'énergie du calcul du PIB. Autrement dit, les éléments tels que les exportations et les importations de produits de l'énergie, les dépenses personnelles en carburant et en lubrifiants pour véhicules automobiles, ainsi qu'en électricité sont exclus de l'indice, qui ne comprend plus que ceux non associés à l'énergie.

L'indice implicite de prix avec et sans l'énergie

Indices, calculés à partir de dollars enchaînés (1997)



Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
<i>données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars</i>								
Rémunération des salariés	662 604 <i>1,0</i>	672 252 <i>1,5</i>	682 340 <i>1,5</i>	694 340 <i>1,8</i>	703 668 <i>1,3</i>	712 380 <i>1,2</i>	651 888 <i>5,0</i>	688 150 <i>5,6</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	176 616 <i>1,6</i>	178 936 <i>1,3</i>	183 704 <i>2,7</i>	192 368 <i>4,7</i>	202 812 <i>5,4</i>	194 568 <i>-4,1</i>	171 323 <i>18,3</i>	189 455 <i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 256 <i>3,0</i>	13 584 <i>2,5</i>	14 228 <i>4,7</i>	14 596 <i>2,6</i>	15 516 <i>6,3</i>	14 164 <i>-8,7</i>	12 508 <i>1,8</i>	14 481 <i>15,8</i>
Intérêts et revenus divers de placements	56 272 <i>1,1</i>	56 460 <i>0,3</i>	57 036 <i>1,0</i>	60 392 <i>5,9</i>	67 724 <i>12,1</i>	63 960 <i>-5,6</i>	54 084 <i>8,9</i>	60 403 <i>11,7</i>
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 628 <i>-3,4</i>	2 312 <i>-36,3</i>	1 612 <i>-30,3</i>	1 580 <i>-2,0</i>	1 320 <i>-16,5</i>	1 176 <i>-10,9</i>	3 256 <i>137,1</i>	1 706 <i>-47,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	81 844 <i>0,6</i>	83 204 <i>1,7</i>	84 152 <i>1,1</i>	84 976 <i>1,0</i>	85 668 <i>0,8</i>	86 768 <i>1,3</i>	80 828 <i>5,0</i>	84 500 <i>4,5</i>
Ajustement de la valeur des stocks	2 368 ...	-1 136 ...	-1 944 ...	2 976 ...	-1 200 ...	2 020 ...	-1 574 ...	-326 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	60 332 <i>1,8</i>	59 980 <i>-0,6</i>	61 404 <i>2,4</i>	61 848 <i>0,7</i>	62 376 <i>0,9</i>	62 988 <i>1,0</i>	59 099 <i>5,4</i>	61 402 <i>3,9</i>
Produit intérieur net aux prix de base	1 056 920 <i>1,3</i>	1 065 592 <i>0,8</i>	1 082 532 <i>1,6</i>	1 113 076 <i>2,8</i>	1 137 884 <i>2,2</i>	1 138 024 <i>0,0</i>	1 031 412 <i>6,7</i>	1 099 771 <i>6,6</i>
Impôts moins subventions, sur produits	91 200 <i>0,6</i>	92 092 <i>1,0</i>	94 336 <i>2,4</i>	94 504 <i>0,2</i>	94 648 <i>0,2</i>	96 428 <i>1,9</i>	89 465 <i>6,0</i>	93 895 <i>5,0</i>
Provisions pour consommation de capital	172 732 <i>1,0</i>	174 224 <i>0,9</i>	176 156 <i>1,1</i>	178 216 <i>1,2</i>	180 692 <i>1,4</i>	183 076 <i>1,3</i>	169 858 <i>4,7</i>	177 322 <i>4,4</i>
Divergence statistique	-1 220 ...	804 ...	-464 ...	512 ...	896 ...	-252 ...	53 ...	437 ...
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 319 632 <i>1,1</i>	1 332 712 <i>1,0</i>	1 352 560 <i>1,5</i>	1 386 308 <i>2,5</i>	1 414 120 <i>2,0</i>	1 417 276 <i>0,2</i>	1 290 788 <i>6,4</i>	1 371 425 <i>6,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	732 908	745 616	756 184	765 928	773 792	785 308	719 869	760 380
	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Biens durables	96 244	98 296	99 216	100 184	100 048	102 896	94 502	99 436
	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,8</i>	<i>1,1</i>	<i>5,2</i>
Biens semi-durables	61 008	62 548	63 164	63 160	63 732	65 716	60 632	63 151
	<i>-0,2</i>	<i>2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,9</i>	<i>3,1</i>	<i>3,7</i>	<i>4,2</i>
Biens non durables	182 332	184 548	187 404	191 444	192 084	192 908	177 640	188 870
	<i>1,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>2,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>5,5</i>	<i>6,3</i>
Services	393 324	400 224	406 400	411 140	417 928	423 788	387 095	408 923
	<i>1,1</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>5,7</i>	<i>5,6</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	254 076	258 380	262 928	266 552	269 108	271 940	249 779	264 242
	<i>1,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>4,3</i>	<i>5,8</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	31 836	32 924	33 744	34 572	35 708	36 096	31 553	34 237
	<i>1,0</i>	<i>3,4</i>	<i>2,5</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>1,1</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-224	28	72	-36	44	152	21	27
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Formation brute de capital fixe des entreprises	237 020	242 108	247 204	252 176	257 756	264 764	229 787	249 811
	<i>1,7</i>	<i>2,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,2</i>	<i>2,7</i>	<i>10,7</i>	<i>8,7</i>
Bâtiments résidentiels	86 256	86 384	88 632	89 980	91 408	96 244	82 972	89 101
	<i>2,6</i>	<i>0,1</i>	<i>2,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>5,3</i>	<i>14,0</i>	<i>7,4</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	150 764	155 724	158 572	162 196	166 348	168 520	146 815	160 710
	<i>1,1</i>	<i>3,3</i>	<i>1,8</i>	<i>2,3</i>	<i>2,6</i>	<i>1,3</i>	<i>8,8</i>	<i>9,5</i>
Ouvrages non résidentiels	63 980	66 296	68 176	70 632	73 320	75 196	61 600	69 606
	<i>1,7</i>	<i>3,6</i>	<i>2,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,8</i>	<i>2,6</i>	<i>13,2</i>	<i>13,0</i>
Machines et matériel	86 784	89 428	90 396	91 564	93 028	93 324	85 215	91 104
	<i>0,7</i>	<i>3,0</i>	<i>1,1</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>0,3</i>	<i>5,9</i>	<i>6,9</i>
Investissement des entreprises en stocks	19 184	14 032	10 176	9 772	10 652	4 312	6 216	11 158
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Non agricoles	17 440	12 948	9 360	9 628	10 328	4 500	4 755	10 566
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Agricultures	1 744	1 084	816	144	324	-188	1 461	592
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Exportations de biens et services	489 800	498 276	506 224	526 944	547 276	528 600	494 578	519 680
	<i>-3,4</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>4,1</i>	<i>3,9</i>	<i>-3,4</i>	<i>7,1</i>	<i>5,1</i>
Biens	423 328	431 852	439 780	460 384	480 232	461 272	429 122	453 062
	<i>-4,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-3,9</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Services	66 472	66 424	66 444	66 560	67 044	67 328	65 456	66 618
	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Moins: Importations de biens et services	446 188	457 848	464 440	469 084	479 320	474 148	440 963	467 673
	<i>-1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>2,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>5,9</i>	<i>6,1</i>
Biens	368 816	379 884	384 732	389 968	398 256	392 480	363 639	388 210
	<i>-1,9</i>	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,5</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Services	77 372	77 964	79 708	79 116	81 064	81 668	77 324	79 463
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Divergence statistique	1 220	-804	468	-516	-896	252	-52	-437
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Produit intérieur brut aux prix du marché	1 319 632	1 332 712	1 352 560	1 386 308	1 414 120	1 417 276	1 290 788	1 371 425
	<i>1,1</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,5</i>	<i>2,0</i>	<i>0,2</i>	<i>6,4</i>	<i>6,2</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 255 840</i>	<i>1 279 028</i>	<i>1 300 060</i>	<i>1 319 228</i>	<i>1 336 364</i>	<i>1 358 108</i>	<i>1 230 988</i>	<i>1 308 670</i>
	<i>1,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,6</i>	<i>5,8</i>	<i>6,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	646 954	655 823	661 391	665 602	671 517	679 161	638 825	663 583
	<i>0,9</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,3</i>	<i>3,9</i>
Biens durables	99 364	101 560	103 115	103 969	103 874	106 669	97 472	103 130
	<i>1,6</i>	<i>2,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,7</i>	<i>2,5</i>	<i>5,8</i>
Biens semi-durables	59 156	60 510	61 254	61 141	62 049	64 064	58 664	61 239
	<i>-0,3</i>	<i>2,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,5</i>	<i>3,2</i>	<i>4,1</i>	<i>4,4</i>
Biens non durables	144 918	146 034	146 311	146 511	146 747	146 604	143 176	146 401
	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,1</i>	<i>2,3</i>
Services	344 543	349 031	352 270	355 619	360 507	364 163	340 450	354 357
	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>3,9</i>	<i>4,1</i>
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	214 263	215 267	216 627	218 239	220 622	221 874	211 883	217 689
	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>3,0</i>	<i>2,7</i>
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	30 478	31 460	31 845	32 469	33 507	33 766	30 257	32 320
	<i>1,4</i>	<i>3,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>3,2</i>	<i>0,8</i>	<i>3,3</i>	<i>6,8</i>
Investissement des administrations publiques en stocks	-192	24	60	-28	36	124	19	23

Formation brute de capital fixe des entreprises	220 549	223 748	226 187	231 549	235 599	240 835	213 984	229 271
	<i>2,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,1</i>	<i>2,4</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>	<i>8,6</i>	<i>7,1</i>
Bâtiments résidentiels	67 658	66 886	67 928	68 846	68 848	71 176	66 002	68 127
	<i>1,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>0,0</i>	<i>3,4</i>	<i>7,8</i>	<i>3,2</i>
Ouvrages non résidentiels et équipement	152 376	156 856	158 158	162 813	167 251	169 892	147 387	161 270
	<i>2,5</i>	<i>2,9</i>	<i>0,8</i>	<i>2,9</i>	<i>2,7</i>	<i>1,6</i>	<i>9,1</i>	<i>9,4</i>
Ouvrages non résidentiels	52 495	54 046	54 858	56 292	57 912	58 963	51 679	55 777
	<i>0,5</i>	<i>3,0</i>	<i>1,5</i>	<i>2,6</i>	<i>2,9</i>	<i>1,8</i>	<i>7,4</i>	<i>7,9</i>
Machines et matériel	100 607	103 554	103 896	107 215	110 011	111 542	96 072	106 169
	<i>3,9</i>	<i>2,9</i>	<i>0,3</i>	<i>3,2</i>	<i>2,6</i>	<i>1,4</i>	<i>10,3</i>	<i>10,5</i>
Investissement des entreprises en stocks	21 608	17 594	14 431	15 024	14 892	10 069	9 747	15 485

Non agricoles	18 046	14 348	11 263	12 172	11 809	7 963	6 494	12 398

Agricultures	2 943	2 642	2 616	2 226	2 473	1 372	2 887	2 489

Exportations de biens et services	460 941	466 955	464 866	474 439	481 889	480 752	462 239	472 037
	<i>-1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>-0,4</i>	<i>2,1</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>5,2</i>	<i>2,1</i>
Biens	400 710	407 275	405 291	415 328	422 567	420 839	402 699	412 615
	<i>-1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>2,5</i>	<i>1,7</i>	<i>-0,4</i>	<i>5,5</i>	<i>2,5</i>
Services	60 360	59 868	59 757	59 327	59 542	60 128	59 687	59 624
	<i>0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>3,4</i>	<i>-0,1</i>
Moins: Importations de biens et services	458 446	467 457	463 089	475 574	490 041	488 019	442 421	474 040
	<i>2,0</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>2,7</i>	<i>3,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>8,2</i>	<i>7,1</i>
Biens	388 590	398 269	392 943	405 171	417 833	414 588	373 891	403 554
	<i>1,8</i>	<i>2,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>3,1</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>8,4</i>	<i>7,9</i>
Services	69 770	69 401	70 126	70 611	72 471	73 468	68 294	70 652
	<i>3,1</i>	<i>-0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,4</i>	<i>7,2</i>	<i>3,5</i>
Divergence statistique	1 052	-690	399	-433	-741	210	-52	-366

Produit intérieur brut aux prix du marché	1 137 820	1 144 136	1 153 623	1 162 822	1 170 239	1 181 226	1 124 688	1 157 705
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>2,9</i>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 111 096</i>	<i>1 124 980</i>	<i>1 134 660</i>	<i>1 146 247</i>	<i>1 159 485</i>	<i>1 173 662</i>	<i>1 093 982</i>	<i>1 141 343</i>
	<i>1,1</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>1,2</i>	<i>1,2</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilisent des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
	variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (1997)							
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,7	5,6	3,4	2,6	3,6	4,6	3,3	3,9
Biens durables	6,8	9,1	6,3	3,4	-0,4	11,2	2,5	5,8
Biens semi-durables	-1,3	9,5	5,0	-0,7	6,1	13,6	4,1	4,4
Biens non durables	4,4	3,1	0,8	0,5	0,6	-0,4	2,1	2,3
Services	3,5	5,3	3,8	3,9	5,6	4,1	3,9	4,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	2,5	1,9	2,6	3,0	4,4	2,3	3,0	2,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	5,9	13,5	5,0	8,1	13,4	3,1	3,3	6,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	-344	216	36	-88	64	88	5	4
Formation brute de capital fixe des entreprises	9,4	5,9	4,4	9,8	7,2	9,2	8,6	7,1
Bâtiments résidentiels	7,9	-4,5	6,4	5,5	0,0	14,2	7,8	3,2
Ouvrages non résidentiels et équipement	10,2	12,3	3,4	12,3	11,4	6,5	9,1	9,4
Ouvrages non résidentiels	2,0	12,4	6,1	10,9	12,0	7,5	7,4	7,9
Machines et matériel	16,7	12,2	1,3	13,4	10,8	5,7	10,3	10,5
Investissement des entreprises en stocks[2]	6 786	-4 014	-3 163	593	-132	-4 823	1 075	5 739
Non agricoles[2]	6 398	-3 698	-3 085	909	-363	-3 846	1 515	5 904
Agricoles[2]	272	-301	-26	-390	247	-1 101	-610	-398
Exportations de biens et services	-4,9	5,3	-1,8	8,5	6,4	-0,9	5,2	2,1
Biens	-6,1	6,7	-1,9	10,3	7,2	-1,6	5,5	2,5
Services	3,6	-3,2	-0,7	-2,8	1,5	4,0	3,4	-0,1
Moins: Importations de biens et services	8,2	8,1	-3,7	11,2	12,7	-1,6	8,2	7,1
Biens	7,2	10,3	-5,2	13,0	13,1	-3,1	8,4	7,9
Services	12,9	-2,1	4,2	2,8	11,0	5,6	7,2	3,5
Divergence statistique[2]	1 173	-1 742	1 089	-832	-308	951	216	-315
Produit intérieur brut aux prix du marché	2,1	2,2	3,4	3,2	2,6	3,8	3,3	2,9
<i>Demande intérieure finale</i>	4,6	5,1	3,5	4,1	4,7	5,0	4,2	4,3

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005	
	calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,509	0,761	0,475	0,354	0,488	0,626	1,851	2,139	
Biens durables	0,119	0,161	0,112	0,060	-0,007	0,191	0,190	0,416	
Biens semi-durables	-0,015	0,106	0,057	-0,009	0,067	0,147	0,195	0,202	
Biens non durables	0,149	0,106	0,026	0,019	0,022	-0,013	0,292	0,310	
Services	0,256	0,388	0,279	0,284	0,405	0,301	1,175	1,210	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,117	0,091	0,123	0,144	0,208	0,109	0,589	0,523	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,035	0,078	0,030	0,049	0,079	0,020	0,081	0,164	
Investissement des administrations publiques en stocks	-0,031	0,019	0,003	-0,008	0,006	0,008	0,000	0,000	
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,402	0,261	0,198	0,429	0,317	0,408	1,469	1,254	
Bâtiments résidentiels	0,123	-0,075	0,101	0,088	0,000	0,221	0,472	0,205	
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,279	0,336	0,097	0,341	0,317	0,186	0,997	1,049	
Ouvrages non résidentiels	0,024	0,143	0,075	0,131	0,146	0,095	0,335	0,380	
Machines et matériel	0,255	0,192	0,022	0,210	0,170	0,091	0,662	0,669	
Investissement des entreprises en stocks	0,533	-0,320	-0,251	0,040	-0,015	-0,362	0,063	0,442	
Non agricoles	0,517	-0,300	-0,248	0,068	-0,030	-0,294	0,124	0,470	
Agricoles	0,017	-0,020	-0,003	-0,028	0,015	-0,068	-0,061	-0,029	
Exportations de biens et services	-0,475	0,484	-0,168	0,772	0,600	-0,090	1,980	0,820	
Biens	-0,519	0,525	-0,159	0,807	0,582	-0,137	1,805	0,827	
Services	0,044	-0,041	-0,009	-0,035	0,017	0,047	0,175	-0,006	
Moins: Importations de biens et services	0,674	0,665	-0,324	0,910	1,018	-0,140	2,756	2,378	
Biens	0,495	0,696	-0,385	0,870	0,869	-0,219	2,326	2,175	
Services	0,179	-0,031	0,061	0,040	0,149	0,079	0,430	0,203	
Divergence statistique	0,104	-0,153	0,095	-0,072	-0,027	0,081	0,021	-0,029	
Produit intérieur brut aux prix du marché	0,521	0,555	0,829	0,797	0,638	0,939	3,299	2,936	
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1,063</i>	<i>1,190</i>	<i>0,826</i>	<i>0,976</i>	<i>1,092</i>	<i>1,162</i>	<i>3,990</i>	<i>4,080</i>	

1. Les données en dollars enchaînés (1997) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005	
	calculés à partir de données désaisonnalisées, (1997 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	113,3 <i>0,4</i>	113,7 <i>0,4</i>	114,3 <i>0,5</i>	115,1 <i>0,7</i>	115,2 <i>0,1</i>	115,6 <i>0,3</i>	112,7 <i>1,5</i>	114,6 <i>1,7</i>	
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	118,6 <i>0,8</i>	120,0 <i>1,2</i>	121,4 <i>1,2</i>	122,1 <i>0,6</i>	122,0 <i>-0,1</i>	122,6 <i>0,5</i>	117,9 <i>1,3</i>	121,4 <i>2,9</i>	
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	104,5 <i>-0,4</i>	104,7 <i>0,2</i>	106,0 <i>1,2</i>	106,5 <i>0,5</i>	106,6 <i>0,1</i>	106,9 <i>0,3</i>	104,3 <i>1,5</i>	106,0 <i>1,6</i>	
Formation brute de capital fixe des entreprises	107,5 <i>-0,6</i>	108,2 <i>0,7</i>	109,3 <i>1,0</i>	108,9 <i>-0,4</i>	109,4 <i>0,5</i>	109,9 <i>0,5</i>	107,4 <i>1,8</i>	109,0 <i>1,5</i>	
Exportations de biens et services	106,3 <i>-2,2</i>	106,7 <i>0,4</i>	108,9 <i>2,1</i>	111,1 <i>2,0</i>	113,6 <i>2,3</i>	110,0 <i>-3,2</i>	107,0 <i>1,8</i>	110,1 <i>2,9</i>	
Importations de biens et services	97,3 <i>-3,4</i>	97,9 <i>0,6</i>	100,3 <i>2,5</i>	98,6 <i>-1,7</i>	97,8 <i>-0,8</i>	97,2 <i>-0,6</i>	99,7 <i>-2,2</i>	98,7 <i>-1,0</i>	
Produit intérieur brut aux prix du marché	116,0 0,6	116,5 0,4	117,2 0,6	119,2 1,7	120,8 1,3	120,0 -0,7	114,8 3,0	118,4 3,2	
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>113,0</i> <i>0,2</i>	<i>113,7</i> <i>0,6</i>	<i>114,6</i> <i>0,8</i>	<i>115,1</i> <i>0,4</i>	<i>115,3</i> <i>0,2</i>	<i>115,7</i> <i>0,3</i>	<i>112,5</i> <i>1,5</i>	<i>114,7</i> <i>1,9</i>	

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne, en italique, représente la variation en pourcentage.

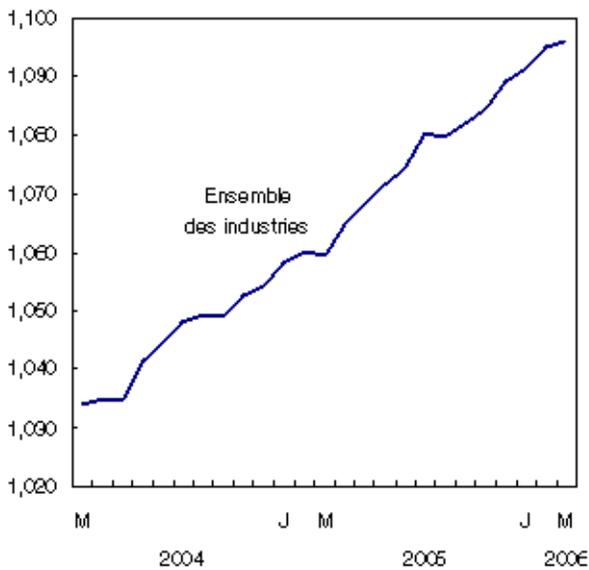
PIB par industrie

Mars 2006

L'économie canadienne a légèrement progressé de 0,1 % en mars, après une hausse de 0,3 % en février et de 0,2 % en janvier. En mars, la production de services (+0,3 %) a plus que compensé le recul observé dans les industries de biens (-0,2 %).

L'activité économique progresse légèrement

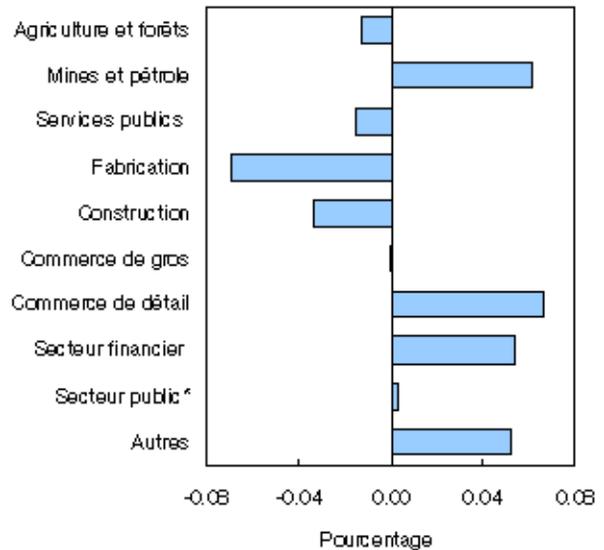
PIB milliards de dollars enchaînés (1997)



Les industries liées à la production automobile ont particulièrement freiné la croissance. Ainsi, malgré une forte poussée des ventes au détail, les ventes de gros de même que la production des fabricants de véhicules automobiles ont diminué en grande partie en raison du recul de la demande extérieure. Ailleurs, les gains réalisés par la forte hausse des activités d'exploration pétrolière, par l'avancée de l'extraction de pétrole et de gaz ainsi que par l'accroissement des activités d'hébergement et de

restauration, ont été en partie effacés par la baisse de la construction résidentielle et des services publics, et par l'impact d'un arrêt de travail dans les collèges en Ontario.

Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



* Éducation, santé et administrations publiques.

Les concessionnaires de véhicules neufs accroissent leurs ventes alors que les grossistes les réduisent

En dépit d'une remarquable performance du commerce de détail, les grossistes de véhicules automobiles neufs ont été affectés par la faiblesse de la demande américaine en mars.

Bien que le commerce de détail ait profité d'un regain d'activité chez la plupart des détaillants, les concessionnaires de voitures neuves ont particulièrement contribué à la hausse de 1,2 % de ce secteur. En excluant

Note aux lecteurs

Un nouveau manuel de référence, intitulé *Produit intérieur brut par industrie : Sources et méthodes détaillées par industrie* (15-548-XIF, 15-548-XWF, gratuit) est maintenant disponible. Ce document décrit en détail les sources de données utilisées pour produire les séries de données mensuelles sur le PIB par industrie. Pour toute information concernant ce manuel, communiquez avec Bernard Lefrançois au (613) 951-3622 (bernard.lefrancois@statcan.ca), Division des comptes des industries.

Les données mensuelles sur le produit intérieur brut (PIB) par industrie sont des estimations selon des indices de volume en chaîne fondés sur l'année de référence 1997. Cela signifie que les estimations pour chaque industrie et agrégat sont obtenues à partir d'un indice enchaîné de volume multiplié par la valeur ajoutée de l'industrie en 1997. Pour la période allant de 1997 à 2002, les estimations mensuelles sont ajustées en fonction des indices de volume Fisher enchaînés annuellement pour le PIB, obtenus à partir des tableaux d'entrées-sorties en prix constants. Pour la période commençant en janvier 2003, on établit les estimations en enchaînant un indice de volume Laspeyres aux prix de 2002 à la période précédente. Cette opération rend les estimations mensuelles du PIB par industrie plus comparables aux données du PIB selon les dépenses, enchaînées trimestriellement. Pour plus de renseignements, consultez la page *Indices de volume en chaîne Fisher* de notre site Web.

les détaillants de véhicules neufs, le commerce de détail a progressé de 0,4 % principalement grâce aux centres de rénovation et les quincailleries, ainsi qu'aux détaillants de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces.

L'activité du commerce de gros est demeurée inchangée en mars. La baisse de la demande américaine de véhicules automobiles s'est traduite par un net recul des activités des grossistes de véhicules automobiles neufs et des exportations. Ce recul a été compensé par la bonne performance des grossistes en machines et fournitures électroniques (incluant les ordinateurs) et de celle des grossistes en articles ménagers et personnels.

La baisse de la demande américaine affecte la fabrication de véhicules automobiles

La production manufacturière s'est repliée de 0,4 % en mars. Parmi les 21 groupes majeurs, 11 d'entre eux représentant 54 % de la production manufacturière totale ont enregistré des baisses. Malgré une nette progression des camions légers, la baisse de la demande américaine s'est traduite par une diminution des exportations pour l'ensemble des marques de voitures fabriquées au Canada. Il en est résulté une baisse marquée de la fabrication de véhicules automobiles. La fabrication de biens durables a ainsi reculé de 0,5 %.

La demande extérieure freine la production automobile



Des gains ont cependant été observés dans la production de machines et de produits métalliques. La production de biens non durables s'est repliée de 0,3 %. La baisse de la fabrication de boissons et de produits du tabac ainsi que la

réduction des activités d'impression n'ont été que partiellement compensées par les gains observés dans les produits chimiques et le vêtement.

Net recul de la construction résidentielle

Le secteur de la construction a diminué de 0,6 % en mars, après avoir connu 20 mois de croissance ininterrompue. La construction résidentielle perdait 2,2 %, effaçant son gain du mois précédent. La construction non résidentielle avançait de 0,6 %. Tous les types d'édifices non résidentiels (industriel, commercial et institutionnel) progressaient. La valeur des permis de construction non résidentielle a, pour sa part, progressée substantiellement grâce aux projets de construction institutionnelle. Enfin, les activités de génie, de réparation et autres activités de construction connaissaient aussi une croissance de 0,2 % sous l'impulsion de la construction dans l'Ouest du pays.

L'activité boursière soutient la croissance du secteur financier

Pour un troisième mois consécutif, l'effervescence des marchés boursiers a contribué à l'essor du secteur financier. L'activité de courtage en valeurs mobilières a connu une forte croissance (+1,2 %), aidant ainsi le secteur financier à croître de 0,3 %. Par contre, après deux mois de fortes progressions, les agents d'immeubles ont connu un recul de 1,6 %, suivant ainsi le marché de la vente de maisons.

Une poussée du secteur de l'énergie

Poursuivant sa lancée du mois précédent, le secteur de l'énergie a progressé de nouveau en mars (+1,1 %). Ce gain a été largement attribuable à la hausse marquée de l'exploration pétrolière et gazière (+13 %), ainsi qu'à la progression de l'extraction de pétrole et de gaz naturel (+0,2 %) après deux mois consécutifs de baisse. En dépit de la fin de travaux d'entretien sur la côte Est, l'extraction de pétrole brut continuait de diminuer mais une bonne croissance de l'extraction de gaz naturel permettait d'en compenser l'impact. La production et la transmission d'électricité diminuait pour sa part de 0,7 %.

Hormis les activités liées aux ressources énergétiques, l'extraction minière s'est fortement repliée (-4,6 %). Pour un quatrième mois d'affilée, la production de potasse a nettement reculé dans l'attente du renouvellement de contrats d'approvisionnement.

Légère baisse de la production industrielle

La production industrielle (c'est-à-dire la production des usines, des mines et des services publics) diminuait légèrement de 0,1 % en mars. La hausse de 1,2 % de l'activité minière (incluant l'extraction pétrolière et gazière) n'a pas été suffisante pour compenser la réduction de la production manufacturière et des services publics. Aux États-Unis, la production industrielle a progressé de 0,6 %, l'activité ayant été soutenue par la progression des mines, des services publics et de la fabrication.

Autres secteurs

Un arrêt de travail dans les collèges ontariens a provoqué une baisse de 0,6 % des services d'enseignement. L'augmentation du nombre de voyageurs séjournant une nuit ou plus tant en provenance des États-unis que d'outre-mer, a contribué à la hausse de plusieurs industries liées au tourisme, dont les services de transport aérien (+1,4 %) et les services d'hébergement et de restauration (+1,0 %).

PIB par industrie, premier trimestre 2006

La croissance de l'économie canadienne au premier trimestre de 2006 est venue principalement du commerce de gros et des ventes au détail, du secteur financier et de la construction. Cependant, la production industrielle (c'est-à-dire les services publics, le secteur minier et la fabrication) s'est contractée. La progression des industries de services (+1,1 %) a nettement dépassé celle des industries productrices de biens (+0,2 %).

Le commerce de détail s'est accru de 2,0 % sous l'impulsion de la plupart des types de commerce, à l'exception des supermarchés, des stations d'essences et des détaillants d'ordinateurs. Les ventes de gros ont, pour leur part, continué de croître à un rythme soutenu (+2,9 %). Les grossistes en véhicules neufs, en machines et en fournitures électroniques y ont très nettement contribué, alors que les grossistes en vêtements et en produits pétroliers enregistraient des baisses.

L'effervescence des marchés boursiers aura contribué à la progression de 1,1 % du secteur financier au premier trimestre. Les activités de courtage en valeurs mobilières se sont accrues de 3,5 % pendant cette période. Les autres activités de ce secteur ont également été soutenues.

La construction a progressé de 2,3 % au premier trimestre, soit en accélération continue depuis le second trimestre de 2004. La vigueur fut apparente dans tous les types de travaux de construction, résidentiels, non résidentiels, d'ingénierie et de réparations. Les agents immobiliers ont enregistré une progression de 2,4 % de leurs activités pendant ce trimestre.

La baisse de 0,3 % observée dans la production industrielle au premier trimestre a été le résultat d'une baisse de 1,2 % du secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière et d'une baisse de 1,6 % des services publics, alors que la fabrication avançait faiblement (+0,1 %). L'influence d'une température plus douce sur la demande d'électricité et de gaz naturel, la poursuite de travaux d'entretien imprévus sur les sites d'extraction pétrolière, l'appréciation de la monnaie canadienne, de même que la poursuite des négociations de contrats d'exportations de certains produits minéraux auront été des facteurs déterminants expliquant cette situation d'ensemble.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Octobre 2005	Novembre 2005	Décembre 2005	Janvier 2006	Février 2006	Mars 2006	Mars 2005 à mars 2006
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)							%
Ensemble des industries	1 081 990	1 084 620	1 089 348	1 091 381	1 094 984	1 096 158	...
	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	3,4
Industries productrices de biens	344 531	344 509	346 732	345 033	346 623	345 888	...
	<i>0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,2</i>	3,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	25 305	25 046	24 811	25 052	25 102	24 970	...
	<i>-1,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,5</i>	0,9
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	40 691	41 129	41 392	40 361	40 448	40 944	...
	<i>0,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-2,5</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	8,1
Services publics	27 481	27 314	27 558	26 231	27 492	27 326	...
	<i>-0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>-4,8</i>	<i>4,8</i>	<i>-0,6</i>	-0,4
Construction	65 165	65 749	66 327	66 920	67 627	67 250	...
	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>-0,6</i>	7,7
Fabrication	184 897	184 126	185 513	185 655	185 179	184 402	...
	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,4</i>	0,8
Industries productrices de services	738 315	740 996	743 482	747 290	749 291	751 237	...
	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	3,6
Commerce de gros	69 302	68 633	69 573	70 915	71 273	71 272	...
	<i>1,0</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,0</i>	8,5
Commerce de détail	62 011	62 838	63 055	63 548	63 665	64 408	...
	<i>1,5</i>	<i>1,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	4,5
Transport et entreposage	52 675	52 739	53 122	53 034	53 200	53 271	...
	<i>-0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,1</i>	3,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 528	44 538	44 478	44 738	44 771	44 764	...
	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	2,2
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	215 310	215 901	216 335	217 481	218 318	218 932	...
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	3,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	46 031	46 171	46 272	46 365	46 478	46 560	...
	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	2,1
Services administratifs et gestion des déchets	23 999	24 072	24 144	24 223	24 264	24 362	...
	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	3,5
Services d'enseignement	46 406	47 300	47 328	47 515	47 471	47 198	...
	<i>-1,9</i>	<i>1,9</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,6</i>	2,7
Soins de santé et assistance sociale	62 508	62 727	62 797	63 033	63 194	63 447	...
	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	3,6
Arts, spectacles et loisirs	9 638	9 662	9 732	9 548	9 539	9 615	...
	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,8</i>	2,7
Hébergement et services de restauration	23 088	23 379	23 473	23 639	23 677	23 903	...
	<i>0,0</i>	<i>1,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>1,0</i>	3,6
Autres services, sauf les administrations publiques	26 041	26 079	26 137	26 166	26 265	26 279	...
	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	1,4
Administrations publiques	58 779	58 815	58 960	59 157	59 282	59 329	...
	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	2,0
Autres agrégations							
Production industrielle	254 639	254 326	256 216	253 737	254 597	254 354	...
	<i>0,5</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>-1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	2,1
Fabrication de biens non durables	73 129	72 818	72 818	73 076	72 056	71 830	...
	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,3</i>	-2,5
Fabrication de biens durables	111 525	111 066	112 449	112 333	112 874	112 326	...
	<i>1,5</i>	<i>-0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>	3,1
Secteur des entreprises	922 739	924 216	928 707	930 120	933 577	934 824	...
	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	3,6
Secteur non commercial	159 798	160 914	161 176	161 789	161 957	161 896	...
	<i>-0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,0</i>	2,8
Secteur des TIC, total	61 947	62 297	61 932	62 745	63 132	63 263	...
	<i>0,4</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	4,8
Secteur de l'énergie	65 824	66 004	66 364	64 354	65 622	66 324	...
	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	6,8

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (1997)								
Industries productrices de biens	336 330	337 406	338 669	342 673	345 257	345 848	332 217	341 001
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>0,2</i>	<i>4,1</i>	<i>2,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24 752	24 681	25 035	25 517	25 054	25 041	24 583	25 072
	<i>-1,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>1,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>6,3</i>	<i>2,0</i>
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	39 328	38 614	39 093	40 349	41 071	40 584	39 458	39 782
	<i>0,4</i>	<i>-1,8</i>	<i>1,2</i>	<i>3,2</i>	<i>1,8</i>	<i>-1,2</i>	<i>2,8</i>	<i>0,8</i>
Services publics	27 036	27 404	27 630	27 634	27 451	27 016	26 349	27 530
	<i>2,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,6</i>	<i>0,6</i>	<i>4,5</i>
Construction	61 510	62 357	63 249	64 240	65 747	67 266	60 689	63 898
	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>2,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,6</i>	<i>5,3</i>
Fabrication	182 866	183 845	183 017	183 971	184 845	185 079	180 070	183 919
	<i>-0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,1</i>	<i>4,6</i>	<i>2,1</i>
Industries productrices de services	716 314	722 804	730 397	736 304	740 931	749 273	709 357	732 609
	<i>0,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>3,3</i>
Commerce de gros	63 958	65 112	66 981	67 818	69 169	71 153	62 306	67 270
	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>2,9</i>	<i>1,2</i>	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>5,3</i>	<i>8,0</i>
Commerce de détail	60 341	61 449	62 125	62 241	62 635	63 874	59 405	62 112
	<i>0,9</i>	<i>1,8</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>3,8</i>	<i>4,6</i>
Transport et entreposage	50 547	51 099	51 473	52 422	52 845	53 168	49 804	51 960
	<i>1,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,6</i>	<i>4,5</i>	<i>4,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 063	43 607	44 146	44 551	44 515	44 758	42 478	44 205
	<i>0,9</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>4,1</i>
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	208 219	210 423	212 741	214 637	215 849	218 244	206 340	213 413
	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>3,4</i>	<i>3,4</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	45 557	45 561	45 838	45 986	46 158	46 468	45 343	45 886
	<i>0,2</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>2,0</i>	<i>1,2</i>
Services administratifs et gestion des déchets	23 265	23 431	23 740	23 901	24 072	24 283	23 051	23 786
	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>3,2</i>
Services d'enseignement	45 977	46 326	46 804	47 267	47 011	47 395	45 404	46 852
	<i>1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>3,2</i>
Soins de santé et assistance sociale	61 262	61 110	61 654	62 213	62 677	63 225	61 012	61 914
	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>
Arts, spectacles et loisirs	9 208	9 357	9 358	9 531	9 677	9 567	9 425	9 481
	<i>-3,2</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>
Hébergement et services de restauration	22 996	23 156	22 977	22 947	23 313	23 740	22 925	23 098
	<i>0,5</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>1,6</i>	<i>1,8</i>	<i>1,5</i>	<i>0,8</i>
Autres services, sauf les administrations publiques	25 760	25 823	25 985	26 046	26 086	26 237	25 541	25 985
	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,6</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>
Administrations publiques	57 577	57 965	58 364	58 590	58 851	59 256	57 523	58 443
	<i>-0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,6</i>
Autres agrégations								
Production industrielle	250 505	250 846	250 905	253 459	255 060	254 229	247 374	252 568
	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>-0,3</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>
Fabrication de biens non durables	74 096	73 732	73 219	73 480	72 922	72 321	73 714	73 338
	<i>-0,7</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,0</i>	<i>-0,5</i>
Fabrication de biens durables	108 539	109 876	109 562	110 252	111 680	112 511	106 132	110 343
	<i>0,1</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,7</i>	<i>6,5</i>	<i>4,0</i>
Secteur des entreprises	895 283	902 298	909 746	918 320	925 221	932 840	884 924	913 896
	<i>0,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>3,6</i>	<i>3,3</i>
Secteur non commercial	157 024	157 562	158 915	160 277	160 629	161 881	156 250	159 346
	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>2,0</i>
Secteur des TIC, total	59 190	60 103	61 153	61 961	62 059	63 047	58 112	61 319
	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>1,7</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,6</i>	<i>4,3</i>	<i>5,5</i>
Secteur de l'énergie	63 582	63 007	63 592	65 114	66 064	65 433	63 109	64 444
	<i>1,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>2,4</i>	<i>1,5</i>	<i>-1,0</i>	<i>1,8</i>	<i>2,1</i>

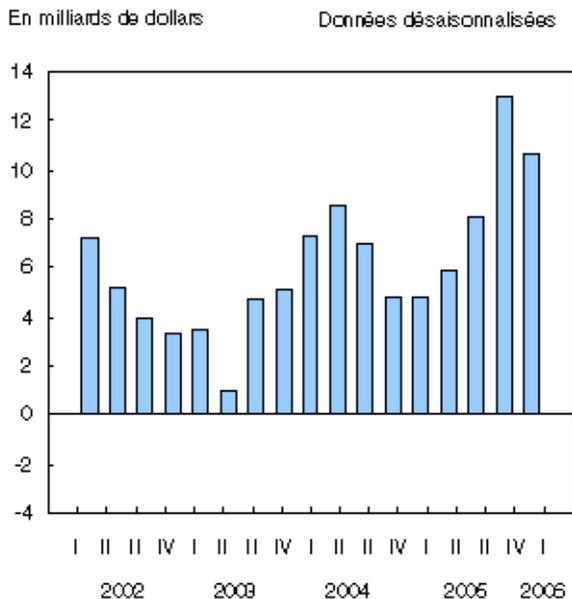
1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2006

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde, après désaisonnalisation, a chuté de 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2006, pour s'établir à 10,7 milliards de dollars. Cette chute résulte surtout de la forte baisse de la valeur des exportations de produits énergétiques, qui était très élevée au quatrième trimestre de 2005.

Repli du surplus du compte courant



En ce qui a trait au compte capital et financier (non désaisonnalisé), l'actif et le passif du Canada à l'étranger se sont accrus de la même valeur. L'augmentation de l'actif international du Canada est venue du niveau record des acquisitions des investisseurs de portefeuille.

Compte courant

Chute de l'excédent au chapitre des biens

L'excédent au chapitre du commerce des biens a chuté de 3,3 milliards de dollars, pour s'établir à 17,2 milliards de dollars au premier trimestre. Les prix plus bas du gaz naturel ont modéré les exportations de produits énergétiques du Canada suite au niveau record atteint au quatrième trimestre de 2005. Le repli des importations a été plus faible durant ce même trimestre alors que le volume des achats de pétrole brut était en baisse.

Les exportations de biens ont chuté de 4,7 milliards de dollars au premier trimestre. Les exportations des produits énergétiques ont le principal facteur à l'origine de la baisse, leur prix plus bas faisant reculer les valeurs de ces exportations de 4,0 milliards de dollars. Au premier trimestre, les prix du gaz naturel ont reculé de presque 30 %, après avoir affiché de robustes augmentations aux deux trimestres précédents.

Note aux lecteurs

Les données annuelles et trimestrielles ont été révisées pour les années de référence 2002 à 2005. Cela est conforme avec la politique générale de révision des statistiques des comptes nationaux où les données des quatre années précédentes sont révisées lors de la relâche du premier trimestre. De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

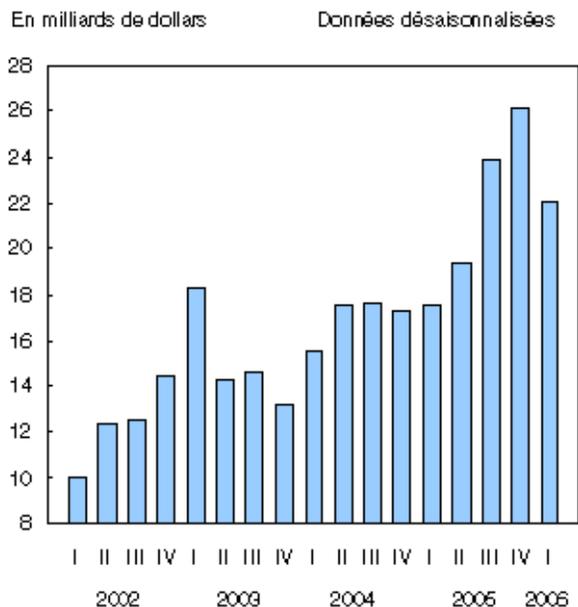
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents. Elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** couvre les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements, et les transferts courants. Les transactions telles les exportations et les revenus d'intérêt correspondent à des recettes alors que les importations et les versements d'intérêt correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un surplus ou un déficit au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions reliées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlent des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (actif du Canada), soit à des étrangers (passif du Canada). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

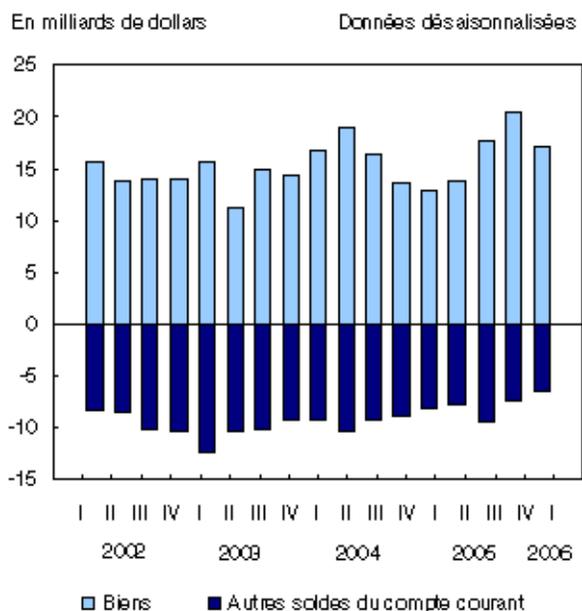
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit doit correspondre à une sortie ou à une entrée de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En fait, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes de la balance des paiements s'égalisent rarement. La divergence statistique est l'entrée ou la sortie nette non observée qui vient combler cet écart.

Les prix abaissent la valeur des exportations des produits énergétiques



Aux cours des trois derniers trimestres, la valeur des produits énergétiques a représenté, en moyenne, plus de 20 % de celle de toutes les exportations, comparativement à moins de 16 % en 2004.

Le déficit inférieur des revenus de placement compense pour les biens



Les exportations de produits automobiles ont reculé de 1,0 milliard de dollars au premier trimestre, cette baisse étant répartie entre les voitures particulières, les camions et les pièces.

Les importations totales de biens ont diminué de 1,4 milliard de dollars surtout, là encore, à cause des produits énergétiques. Toutefois, la baisse des importations des produits énergétiques a principalement été attribuable à la baisse des volumes, et non pas à une baisse des prix comme dans le cas des exportations des produits énergétiques.

Baisse des bénéfices sur les investissements directs

La baisse des bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers sur leurs investissements directs au Canada et les plus faibles paiements d'intérêts sur les passifs des obligations de portefeuille ont été les deux principaux facteurs du recul de 1,3 milliard de dollars du déficit au chapitre des revenus de placements. Le déficit de 2,3 milliards de dollars au premier trimestre a été le plus faible depuis 1978.

Après deux trimestres robustes, les bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers directs ont fléchi de 2,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2006. Même s'ils demeurent importants, la baisse des bénéfices dans le secteur de l'énergie a représenté la moitié de ce recul.

Au premier trimestre, les bénéfices réalisés par les Canadiens sur leurs investissements directs à l'étranger ont également diminué. Cette diminution n'étant que de 1,2 milliard de dollars, la balance des revenus découlant des investissements directs a affiché une valeur positive pour la première fois depuis le premier trimestre de 1994. Les intérêts versés sur les passifs des obligations canadiennes de portefeuille ont poursuivi leur tendance à la baisse amorcée en 2003 tandis que les intérêts reçus sur les obligations étrangères sont demeurés supérieurs à 1 milliard de dollars, soit le double de la valeur moyenne recensée entre 2000 et 2004.

Légère accroissement du déficit des services

Au premier trimestre, le déficit au chapitre du commerce des services a affiché sa quatrième augmentation depuis les cinq derniers trimestres. Le déficit du compte des voyages a augmenté de 0,2 milliard de dollars, passant à 1,8 milliard de dollars. Les changements affichés par les autres composantes des services se sont annulés pratiquement les uns les autres.

Le déficit de 1,8 milliard de dollars au chapitre des voyages a constitué un sommet depuis 14 ans. Les dépenses à l'étranger des voyageurs canadiens ont continué d'augmenter et celles des voyageurs étrangers au Canada ont affiché une cinquième baisse trimestrielle

consécutives. Sur cette période de cinq trimestres, le déficit au chapitre des voyages a augmenté de 1,0 milliard de dollars.

Compte financier

Investissement record en titres étrangers

Au premier trimestre, les investisseurs canadiens ont acheté un montant record de titres étrangers, composés d'instruments d'emprunt et d'actions. Plus de la moitié de l'investissement, de 19,0 milliards de dollars, au premier trimestre a porté sur des obligations étrangères, ce qui représente un sommet. La limite de contenu étranger à l'égard des véhicules de placement canadien à imposition reportée a été supprimée en 2005, ce qui a contribué à ce niveau d'activité.

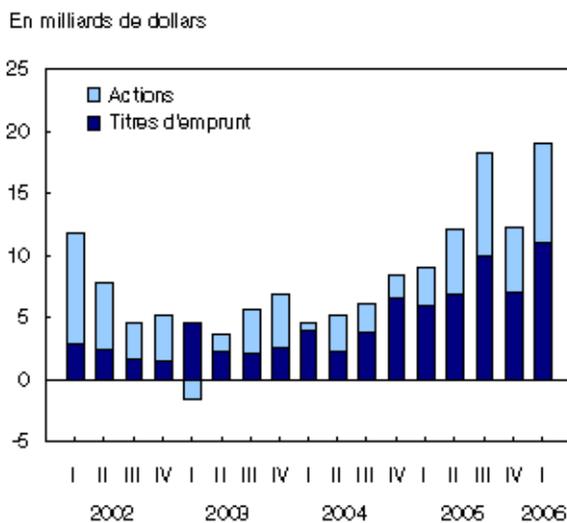
Environ 9,9 milliards de dollars sont allés dans les obligations étrangères, la majeure partie (60 %) allant au Trésor américain et aux obligations de sociétés. Les autres 3,9 milliards de dollars ont été investis dans des obligations d'outre-mer. Une part importante de cet investissement record en obligations étrangères était constituée d'obligations dites « Feuille d'érable » (Maple bonds). Ce segment du marché obligataire en croissance rapide représente les émissions étrangères libellées en dollars canadiens offertes à des investisseurs institutionnels au Canada.

Les Canadiens ont acheté pour 8,0 milliards de dollars d'actions étrangères au premier trimestre, le deuxième plus grand investissement trimestriel des quatre dernières années. Cet investissement est allé, dans une proportion supérieure à quatre cinquièmes, à des titres américains, le reste étant consacré à des actions d'outre-mer. Les investisseurs canadiens ont également consacré 1,0 milliard de dollars à l'achat d'instruments du marché monétaire étranger. Ils ont acheté pour 1,5 milliard de dollars de titres d'outre-mer, mais se sont départis d'effets de commerce et d'obligations du Trésor américain d'une valeur de 0,5 milliard de dollars.

La vente d'actifs tempère les investissements directs à l'étranger

Au premier trimestre, les investissements directs canadiens dans les économies étrangères ont légèrement dépassé la moitié du montant atteint au trimestre précédent. À 6,6 milliards de dollars, ils ont été stimulés par des injections de fonds de roulement dans des sociétés affiliées étrangères. Au cours du trimestre, les Canadiens se sont départis d'un montant d'investissements directs dans des actifs outre-mer supérieur au montant de leurs achats, ce qui a mené à des acquisitions nettes négatives. Du point de vue des industries, cet investissement a été réparti, quoique dominé par le secteur de la finance et de l'assurance. D'un point de vue géographique, environ les trois quarts ont été dirigés vers l'économie américaine.

Investissements records dans les titres étrangers¹



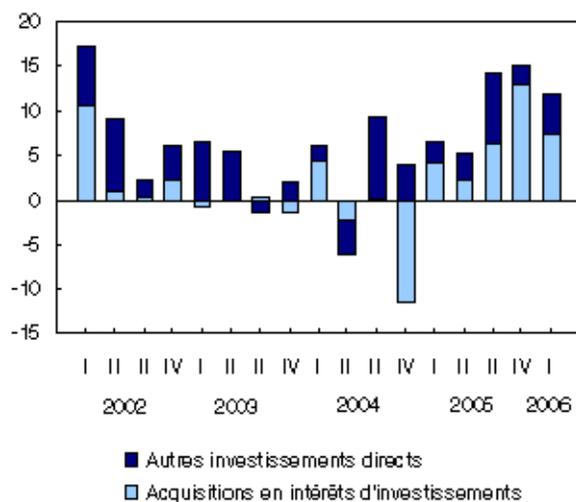
1. Signes renversés de la balance des paiements.

Troisième trimestre consécutif de robustesse des investissements directs étrangers au Canada

Les investissements directs étrangers au Canada ont affiché une nette croissance pour un troisième trimestre consécutif. Bien que moindre qu'au cours des deux trimestres précédents, le montant de 12,0 milliards de dollars d'investissements directs a une fois encore été le fait des acquisitions. Les deux tiers des investissements directs étrangers sont allés à des entreprises appartenant au secteur de l'énergie et des minerais métalliques tandis que plus de la moitié de l'investissement provenait d'Europe.

Les acquisitions dominent les investissements directs étrangers

En milliards de dollars



Les investissements étrangers en titres canadiens atteignent un sommet depuis cinq trimestres

Les investisseurs étrangers ont acheté pour 8,2 milliards de dollars de titres canadiens, surtout des actions canadiennes en circulation. Cet investissement en titres canadiens par les investisseurs étrangers a représenté un sommet depuis cinq trimestres. Dans l'ensemble, l'investissement dans des instruments d'emprunt a été négligeable, les investisseurs étrangers ayant acheté des instruments du marché monétaire, mais vendu des obligations.

Les 8,1 milliards de dollars d'investissements étrangers nets en actions canadiennes ont été sous-tendus par l'acquisition, par des non-résidents, de 10,6 milliards de dollars d'actions canadiennes en circulation. Ce dernier montant a été épongé en partie par les réductions liées à la prise de contrôle d'entreprises canadiennes par des étrangers, qui a amené les actionnaires étrangers (de portefeuille) de ces entreprises à échanger leurs actions canadiennes contre du comptant ou des actions étrangères. Les investisseurs américains étaient derrière la majorité (80 %) des investissements du trimestre, tout comme en 2005. Les achats au premier trimestre ont été faits dans un contexte de croissance du cours des actions canadiennes : l'indice composite S&P/TSX a affiché une hausse de plus de 22 % sur une période de neuf mois.

Les investisseurs étrangers achètent des effets canadiens, mais vendent des obligations pour un deuxième trimestre consécutif

Les investisseurs étrangers ont, pour un deuxième trimestre consécutif, considérablement investi dans les instruments du marché monétaire canadien. Cet investissement de 3,1 milliards de dollars au quatrième trimestre a constitué un sommet depuis plus de cinq ans. Les 2,0 milliards de dollars d'investissements étrangers au premier trimestre sont allés aux bons du Trésor fédéral. Au cours du trimestre, le gouvernement du Canada a émis un montant important de bons du Canada en dollars américains. Au niveau régional, les investisseurs américains ont acheté la totalité de cet investissement. Avec la hausse des taux à court terme affichée dans les deux pays, les taux américains continuent de dépasser les taux canadiens, la différence à la fin de la période se situant à 65 points de base, ce qui a favorisé l'investissement aux États-Unis.

Les non-résidents ont vendu des obligations canadiennes pour un troisième trimestre consécutif. Le désinvestissement de 1,9 milliard de dollars au cours du trimestre a été principalement attribuable aux retraits nets (retraits moins nouvelles émissions). Les retraits ont affiché des niveaux élevés au cours des trois derniers trimestres et, parallèlement, les nouvelles émissions vendues sur les marchés étrangers ont évolué à la baisse. Toutefois, les non-résidents ont continué d'acheter des obligations en circulation, principalement libellées en dollars canadiens. Au premier trimestre, le désinvestissement a été mené par des investisseurs européens tandis que les investisseurs du Japon ont continué d'investir à l'encontre de la tendance et ont acheté des obligations canadiennes.

Opérations liées aux dépôts, aux prêts et aux réserves

Le compte des autres investissements a enregistré une rentrée nette de 4,6 milliards de dollars. L'entrée a été principalement le fait d'une hausse du passif, en emprunts et en dépôts. Du point de vue de l'actif, les réserves internationales officielles du Canada ont augmenté de 3,8 milliards de dollars, la plus forte augmentation trimestrielle en six ans. La valeur du dollar canadien n'a pratiquement pas changé au cours du premier trimestre, à 85,6 cents US. Elle a cependant légèrement baissé par rapport à la plupart des autres grandes devises étrangères.

Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données non désaisonnalisées, millions de dollars								
Compte courant								
Recettes								
Biens et services	120 486	120 833	130 461	131 581	135 153	129 109	492 984	518 028
Biens	105 712	106 140	114 276	112 599	120 045	114 076	429 121	453 060
Services	14 774	14 693	16 185	18 982	15 108	15 033	63 863	64 968
Revenus de placements	9 696	10 528	12 805	11 307	13 559	12 104	37 532	48 199
Investissements directs	5 112	5 721	7 120	5 467	7 686	6 207	20 677	25 994
Investissements de portefeuille	2 797	2 911	3 069	3 208	3 455	3 492	10 182	12 644
Autres investissements	1 787	1 896	2 616	2 631	2 418	2 405	6 673	9 561
Transferts courants	2 010	2 292	1 830	1 816	2 128	2 960	7 427	8 066
Recettes du compte courant	132 192	133 653	145 097	144 704	150 839	144 173	537 943	574 293
Paiements								
Biens et services	109 955	112 345	121 145	115 462	117 945	117 868	440 218	466 896
Biens	91 499	92 521	101 457	95 584	98 649	97 054	363 639	388 210
Services	18 456	19 824	19 688	19 878	19 296	20 814	76 580	78 686
Revenus de placements	14 975	15 747	17 154	17 027	17 082	15 008	62 346	67 010
Investissements directs	6 184	6 635	7 898	8 338	8 082	5 509	27 489	30 953
Investissements de portefeuille	7 005	6 740	6 838	6 848	6 765	6 534	28 139	27 192
Autres investissements	1 786	2 371	2 418	1 842	2 234	2 965	6 717	8 865
Transferts courants	1 953	3 133	1 651	1 817	1 985	3 446	7 746	8 585
Paiements du compte courant	126 883	131 224	139 950	134 306	137 011	136 322	510 310	542 491
Soldes								
Biens et services	10 531	8 488	9 316	16 119	17 208	11 241	52 765	51 132
Biens	14 214	13 620	12 819	17 015	21 396	17 022	65 482	64 850
Services	-3 683	-5 131	-3 503	-896	-4 188	-5 781	-12 717	-13 718
Revenus de placements	-5 279	-5 219	-4 349	-5 720	-3 523	-2 904	-24 814	-18 811
Investissements directs	-1 072	-915	-778	-2 870	-397	698	-6 812	-4 960
Investissements de portefeuille	-4 208	-3 829	-3 769	-3 640	-3 310	-3 042	-17 957	-14 548
Autres investissements	0	-475	198	790	184	-560	-44	696
Transferts courants	57	-841	180	-1	143	-485	-319	-519
Solde du compte courant	5 309	2 429	5 147	10 398	13 828	7 851	27 633	31 802
Compte capital et financier[1]								
Compte capital	1 108	1 472	1 712	1 769	979	1 016	4 449	5 932
Compte financier	-10 463	-12 391	-9 624	-7 236	-5 857	-810	-36 956	-35 109
Actif du Canada, flux nets								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-7 710	-9 229	-8 180	-12 786	-11 105	-6 587	-56 274	-41 300
Investissements de portefeuille	-8 384	-9 073	-11 991	-18 291	-12 297	-18 968	-24 369	-51 652
Obligations étrangères	-6 581	-6 284	-5 601	-9 234	-6 496	-9 944	-15 290	-27 615
Actions étrangères	-1 861	-3 091	-5 263	-8 407	-5 187	-8 018	-8 092	-21 947
Effets du marché monétaire étranger	57	302	-1 127	-651	-614	-1 005	-987	-2 089
Autres investissements	2 727	-15 351	-2 775	-13 277	9 238	-5 388	-7 396	-22 164
Prêts	4 990	-334	3 886	-251	5 229	-2 225	3 505	8 529
Dépôts	-7 917	-9 372	-4 448	-12 911	11 043	2 459	-10 666	-15 688
Réserves internationales	3 937	-3 437	585	1 092	108	-3 800	3 427	-1 653
Autres actifs	1 717	-2 206	-2 798	-1 207	-7 141	-1 823	-3 662	-13 352
Total de l'actif du Canada, flux nets	-13 368	-33 652	-22 946	-44 355	-14 164	-30 944	-88 039	-115 116
Passif du Canada, flux nets								
Investissements directs étrangers au Canada	-7 432	6 445	5 295	14 109	15 135	11 998	1 995	40 984
Investissements de portefeuille	15 672	5 362	-807	3 836	81	8 165	54 267	8 472
Obligations canadiennes	6 683	2 067	896	-1 934	-2 212	-1 905	18 955	-1 183
Actions canadiennes	7 087	5 235	-2 679	7 389	-812	8 057	35 742	9 133
Effets du marché monétaire canadien	1 902	-1 940	976	-1 619	3 105	2 013	-429	522
Autres investissements	-5 335	9 453	8 834	19 174	-6 910	9 971	-5 179	30 551
Emprunts	-1 169	7 710	3 249	-5 423	-3 528	4 134	-2 345	2 007
Dépôts	-3 645	-1 235	5 187	24 654	336	5 111	-531	28 942
Autres passifs	-521	2 979	398	-58	-3 717	726	-2 303	-398
Total du passif du Canada, flux nets	2 904	21 261	13 322	37 118	8 307	30 134	51 083	80 008
Total du compte capital et financier, flux nets	-9 355	-10 920	-7 912	-5 467	-4 878	205	-32 507	-29 177
Divergence statistique	4 046	8 491	2 765	-4 931	-8 951	-8 057	4 874	-2 625

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.

Compte courant

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
Recettes								
Biens et services	122 038	124 184	126 139	131 319	136 386	131 699	492 984	518 028
Biens	105 829	107 964	109 942	115 095	120 060	115 316	429 121	453 060
Services	16 210	16 220	16 197	16 225	16 327	16 382	63 863	64 968
Voyages	4 361	4 218	4 107	4 100	4 035	3 972	16 745	16 460
Transports	2 723	2 882	2 842	2 919	2 989	2 990	11 024	11 632
Services commerciaux	8 724	8 700	8 808	8 742	8 865	8 991	34 511	35 115
Services gouvernementaux	402	420	441	463	438	429	1 582	1 761
Revenus de placements	9 652	10 709	12 516	11 433	13 541	12 299	37 532	48 199
Investissements directs	5 051	5 827	6 925	5 613	7 629	6 301	20 677	25 994
Intérêts	215	235	310	340	391	241	754	1 275
Bénéfices	4 836	5 592	6 615	5 273	7 239	6 059	19 923	24 718
Investissements de portefeuille	2 788	2 922	3 067	3 217	3 438	3 507	10 182	12 644
Intérêts	679	861	912	1 042	1 190	1 166	2 387	4 006
Dividendes	2 110	2 061	2 155	2 175	2 248	2 341	7 795	8 638
Autres investissements	1 814	1 960	2 524	2 603	2 474	2 491	6 673	9 561
Transferts courants	1 879	1 941	2 010	2 060	2 056	2 421	7 427	8 066
Privé	698	690	623	661	614	691	2 785	2 587
Officiel	1 181	1 250	1 387	1 400	1 442	1 731	4 642	5 479
Total des recettes	133 570	136 833	140 665	144 812	151 983	146 419	537 943	574 293
Paiements								
Biens et services	111 366	114 273	115 910	117 075	119 637	118 334	440 218	466 896
Biens	92 206	94 969	96 183	97 493	99 565	98 120	363 639	388 210
Services	19 160	19 305	19 727	19 582	20 072	20 214	76 580	78 686
Voyages	5 211	5 497	5 526	5 520	5 717	5 812	20 747	22 260
Transports	4 068	4 221	4 391	4 413	4 503	4 592	16 001	17 528
Services commerciaux	9 643	9 346	9 571	9 413	9 615	9 572	38 885	37 946
Services gouvernementaux	238	240	238	237	237	238	946	952
Revenus de placements	15 351	15 373	16 855	17 604	17 177	14 623	62 346	67 010
Investissements directs	6 585	6 665	7 429	8 726	8 134	5 707	27 489	30 953
Intérêts	575	578	582	579	574	575	2 280	2 313
Bénéfices	6 010	6 087	6 847	8 147	7 559	5 132	25 209	28 640
Investissements de portefeuille	7 001	6 772	6 839	6 823	6 758	6 579	28 139	27 192
Intérêts	5 890	5 855	5 937	5 799	5 649	5 388	24 137	23 239
Dividendes	1 111	918	903	1 024	1 109	1 192	4 003	3 953
Autres investissements	1 766	1 936	2 587	2 056	2 286	2 337	6 717	8 865
Transferts courants	2 065	2 393	2 012	2 037	2 143	2 811	7 746	8 585
Privé	1 172	1 180	1 202	1 202	1 228	1 924	4 657	4 812
Officiel	892	1 214	810	835	915	887	3 089	3 773
Total des paiements	128 781	132 040	134 777	136 717	138 957	135 769	510 310	542 491
Soldes								
Biens et services	10 672	9 911	10 229	14 244	16 749	13 364	52 765	51 132
Biens	13 623	12 995	13 759	17 602	20 494	17 196	65 482	64 850
Services	-2 950	-3 084	-3 530	-3 358	-3 745	-3 832	-12 717	-13 718
Voyages	-849	-1 279	-1 420	-1 419	-1 682	-1 840	-4 002	-5 800
Transports	-1 346	-1 339	-1 550	-1 494	-1 515	-1 602	-4 977	-5 897
Services commerciaux	-919	-646	-763	-671	-750	-581	-4 374	-2 831
Services gouvernementaux	164	180	203	226	201	191	636	810
Revenus de placements	-5 699	-4 664	-4 339	-6 172	-3 636	-2 324	-24 814	-18 811
Investissements directs	-1 534	-838	-504	-3 113	-505	593	-6 812	-4 960
Intérêts	-360	-342	-272	-239	-184	-334	-1 527	-1 038
Bénéfices	-1 174	-496	-232	-2 874	-321	928	-5 286	-3 922
Investissements de portefeuille	-4 213	-3 850	-3 772	-3 606	-3 320	-3 072	-17 957	-14 548
Intérêts	-5 211	-4 993	-5 024	-4 757	-4 459	-4 221	-21 750	-19 234
Dividendes	998	1 143	1 253	1 151	1 139	1 149	3 793	4 686
Autres investissements	48	24	-64	547	188	155	-44	696
Transferts courants	-186	-453	-2	23	-87	-390	-319	-519
Privé	-474	-490	-579	-542	-614	-1 233	-1 872	-2 225
Officiel	288	37	577	564	528	844	1 554	1 706
Compte courant	4 788	4 794	5 888	8 095	13 026	10 651	27 633	31 802

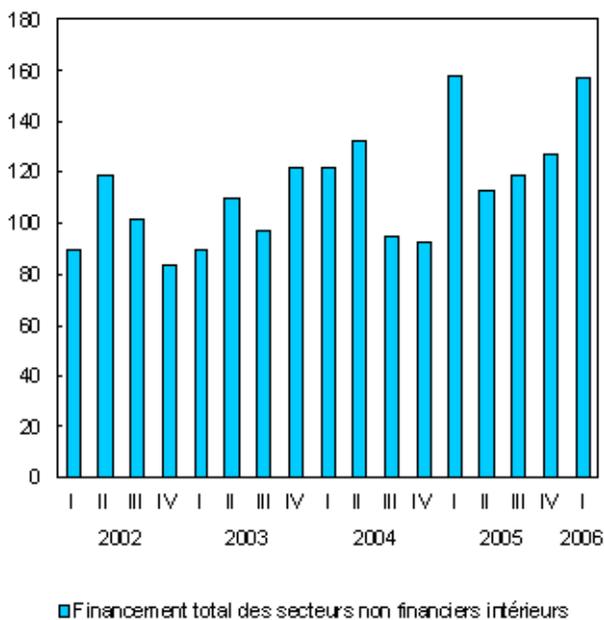
Flux financiers

Premier trimestre de 2006

Au premier trimestre de 2006, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur le marché du crédit a atteint 157,4 milliards de dollars (données désaisonnalisées aux taux annuels), en hausse par rapport au trimestre précédent. Cette progression reflète un accroissement de la demande de fonds du secteur privé et des emprunts du secteur public.

Financement total de l'ensemble des secteurs non financiers intérieurs

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Sur les marchés financiers, la fin du premier trimestre a été marquée par la montée des taux d'intérêt. Le cours du dollar canadien est demeuré ferme, atteignant presque la barre des 86 cents à la fin du trimestre. Le meilleur rendement du marché boursier est un autre fait saillant du trimestre.

Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

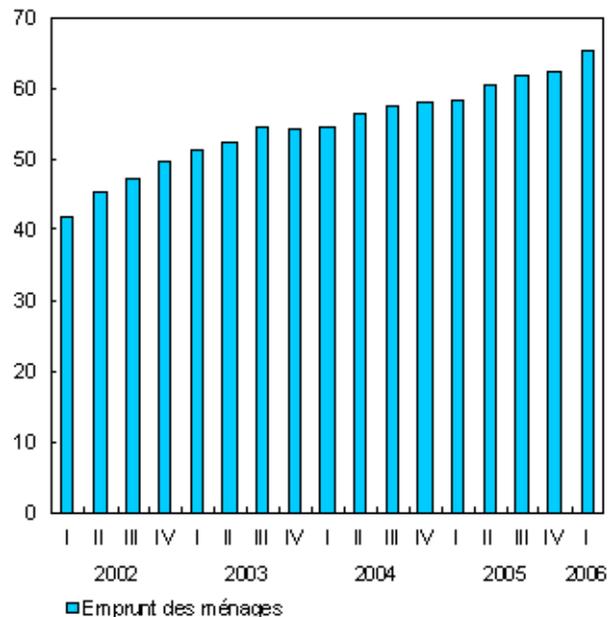
Les emprunts des ménages augmentent

La demande de crédit à la consommation des ménages s'est accrue, reflétant la vigueur des dépenses de consommation en biens durables et semi-durables durant le trimestre. Les emprunts hypothécaires des ménages ont aussi augmenté, en tandem avec les activités plus vigoureuses d'investissement en construction de logements neufs. Malgré l'expansion de la dette au titre des logements, le ratio d'endettement s'est maintenu pratiquement au même niveau (107,3 %), car le revenu disponible a progressé environ au même rythme que la dette des ménages durant le trimestre.

Les frais de service de la dette sont demeurés stables, à environ 8 % du revenu personnel disponible. Autrement dit, les ménages ont payé 8 cents d'intérêt sur leur dette pour chaque dollar de revenu disponible.

L'emprunt des ménages à la hausse

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



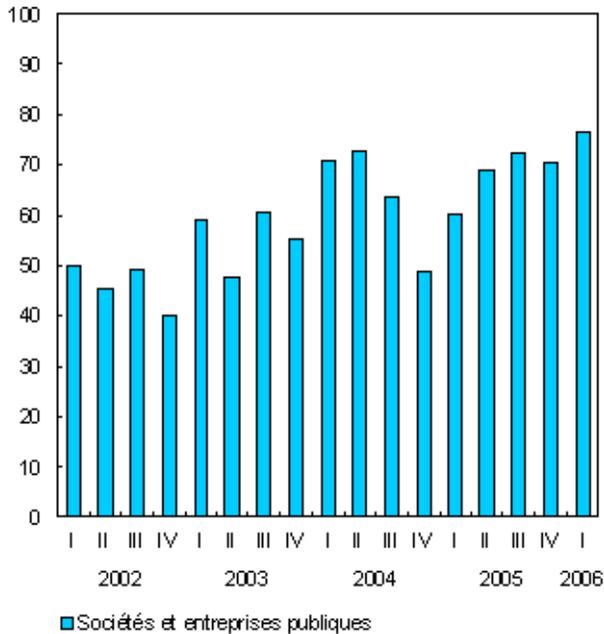
Les sociétés continuent d'accumuler des excédents

Les sociétés ont continué d'accumuler des excédents, ce qui leur a permis de maintenir leur position de bailleur de fonds à l'égard du reste de l'économie. Elles ont continué de générer plus de fonds à l'interne qu'il est nécessaire pour financer de fortes dépenses en capital fixe.

La demande de fonds des sociétés privées non financières a augmenté durant le trimestre, presque tous les types d'instruments financiers ayant augmenté.

Les sociétés continuent d'accumuler les excédents

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels



Les emprunts des administrations publiques augmentent

Les emprunts du secteur des administrations publiques dans son ensemble ont augmenté durant le premier trimestre. Cette hausse est surtout attribuable au financement, par l'administration fédérale, au moyen de titres de créance à court terme.

Hausse de l'emprunt des administrations publiques

Milliards de dollars, désaisonnalisés aux taux annuels

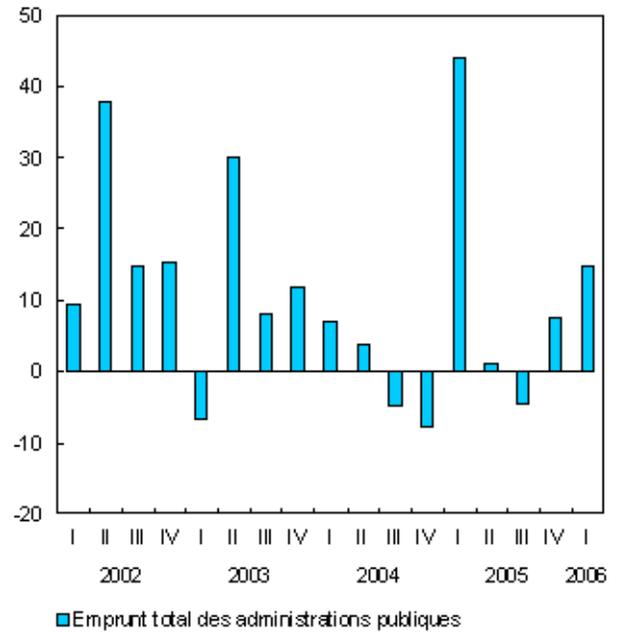


Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars								
Financement:								
Particuliers et entreprises individuelles	63 132	61 516	63 032	64 476	64 564	68 860	61 280	63 397
Crédit à la consommation	21 792	21 576	21 824	21 864	21 404	22 356	21 329	21 667
Emprunts bancaires	1 416	2 684	1 332	1 276	1 148	1 248	1 535	1 610
Autres emprunts	3 736	436	1 288	1 308	1 212	2 116	3 072	1 061
Hypothèques	36 188	36 820	38 588	40 028	40 800	43 140	35 344	39 059
Sociétés privées non financières	39 964	53 260	47 632	59 976	54 748	73 188	51 282	53 904
Emprunts bancaires	6 176	4 108	5 820	-1 188	9 736	6 392	8 953	4 619
Autres emprunts	-532	4 200	4 904	1 380	-336	7 836	-4 671	2 537
Autres effets à court terme	3 292	5 364	-448	9 548	1 236	3 600	2 654	3 925
Hypothèques	6 948	7 296	7 692	11 068	12 228	14 092	6 442	9 571
Obligations	4 076	13 256	11 908	20 392	12 624	18 496	16 065	14 545
Actions	20 004	19 036	17 756	18 776	19 260	22 772	21 839	18 707
Entreprises publiques non financières	-2 768	-760	1 008	-1 308	232	420	-1 654	-207
Emprunts bancaires	916	-304	-312	580	56	-452	7	5
Autres emprunts	512	-40	3 068	-1 136	-928	848	250	241
Autres effets à court terme	-2 636	-2 748	-912	1 612	1 424	1 480	-1 160	-156
Hypothèques	-4	-4	12	0	0	0	-4	2
Obligations	-1 556	2 336	-848	-2 364	-320	-1 456	-747	-299
Actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Administration fédérale	-32 620	27 312	-17 796	440	-720	10 296	-18 791	2 309
Emprunts bancaires	132	160	136	132	136	144	140	141
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	2 464	33 064	-8 200	11 108	8 172	15 984	-55	11 036
Obligations d'épargne du Canada	-3 444	-2 656	-1 644	-1 572	-1 132	-2 248	-1 443	-1 751
Autres obligations	-31 772	-3 256	-8 088	-9 228	-7 896	-3 584	-17 433	-7 117
Autres paliers d'administration publique	24 884	16 540	19 052	-4 820	8 164	4 684	18 346	9 734
Emprunts bancaires	96	-72	168	248	492	792	-502	209
Autres emprunts	996	1 180	248	732	768	-132	1 090	732
Autres effets à court terme	-8 736	-17 344	-4 220	-5 036	8 840	8 232	-1 764	-4 440
Hypothèques	-32	-16	-12	-12	-12	20	-33	-13
Obligations provinciales	29 960	31 036	22 072	-3 684	-2 832	-5 668	17 334	11 648
Obligations municipales	2 120	1 332	832	2 368	628	1 304	1 878	1 290
Autres obligations	480	424	-36	564	280	136	343	308
Financement total des secteurs non financiers intérieurs	92 592	157 868	112 928	118 764	126 988	157 448	110 463	129 137
Crédit à la consommation	21 792	21 576	21 824	21 864	21 404	22 356	21 329	21 667
Emprunts bancaires	8 736	6 576	7 144	1 048	11 568	8 124	10 133	6 584
Autres emprunts	4 712	5 776	9 508	2 284	716	10 668	-259	4 571
Effets à court terme, Canada	2 464	33 064	-8 200	11 108	8 172	15 984	-55	11 036
Autres effets à court terme	-8 080	-14 728	-5 580	6 124	11 500	13 312	-270	-671
Hypothèques	43 100	44 096	46 280	51 084	53 016	57 252	41 749	48 619
Obligations	-136	42 472	24 196	6 476	1 352	6 980	15 997	18 624
Actions	20 004	19 036	17 756	18 776	19 260	22 772	21 839	18 707

Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	995 968	1 005 028	1 020 336	1 036 668	1 048 900	1 069 000	979 012	1 027 733
	<i>1,1</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,2</i>	<i>1,9</i>	<i>5,0</i>	<i>5,0</i>
Rémunération des salariés	662 604	672 252	682 340	694 340	703 668	712 380	651 888	688 150
	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>1,5</i>	<i>1,8</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>	<i>5,0</i>	<i>5,6</i>
Revenu net des entreprises individuelles[2]	85 472	85 516	85 764	86 556	86 988	87 944	84 084	86 206
	<i>0,4</i>	<i>0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>1,1</i>	<i>7,3</i>	<i>2,5</i>
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	110 880	112 204	113 304	115 184	117 416	118 260	108 958	114 527
	<i>1,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,0</i>	<i>1,7</i>	<i>1,9</i>	<i>0,7</i>	<i>4,2</i>	<i>5,1</i>
Transferts courants en provenance des administrations publiques	132 888	130 868	134 976	136 436	136 792	145 996	129 956	134 768
	<i>1,8</i>	<i>-1,5</i>	<i>3,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>6,7</i>	<i>4,2</i>	<i>3,7</i>
Transferts courants en provenance des sociétés	1 332	1 428	1 464	1 512	1 580	1 660	1 341	1 496
	<i>-1,2</i>	<i>7,2</i>	<i>2,5</i>	<i>3,3</i>	<i>4,5</i>	<i>5,1</i>	<i>9,5</i>	<i>11,6</i>
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 792	2 760	2 488	2 640	2 456	2 760	2 785	2 586
	<i>-1,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>-9,9</i>	<i>6,1</i>	<i>-7,0</i>	<i>12,4</i>	<i>7,7</i>	<i>-7,1</i>
Dépenses	978 244	995 412	1 012 380	1 026 644	1 038 660	1 053 780	959 297	1 018 274
	<i>1,4</i>	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>5,1</i>	<i>6,1</i>
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	732 908	745 616	756 184	765 928	773 792	785 308	719 869	760 380
	<i>1,3</i>	<i>1,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,0</i>	<i>1,5</i>	<i>4,9</i>	<i>5,6</i>
Transferts courants aux administrations publiques	228 636	232 584	238 684	242 832	246 736	249 872	223 081	240 209
	<i>1,8</i>	<i>1,7</i>	<i>2,6</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>5,9</i>	<i>7,7</i>
Transferts courants aux sociétés	13 068	13 548	13 840	14 168	14 484	14 804	12 741	14 010
	<i>3,0</i>	<i>3,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Transferts courants aux non-résidents	3 632	3 664	3 672	3 716	3 648	3 796	3 606	3 675
	<i>-1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,8</i>	<i>4,1</i>	<i>7,8</i>	<i>1,9</i>
Épargne	17 724	9 616	7 956	10 024	10 240	15 220	19 715	9 459
	<i>-12,1</i>	<i>-45,7</i>	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>48,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Revenu disponible[3]	767 332	772 444	781 652	793 836	802 164	819 128	755 931	787 524
	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>1,6</i>	<i>1,0</i>	<i>2,1</i>	<i>4,7</i>	<i>4,2</i>
Taux d'épargne	2,3	1,2	1,0	1,3	1,3	1,9	2,6	1,2

Épargne brute et transferts de capitaux	59 532	53 396	53 624	56 184	53 572	59 220	60 519	54 194
	<i>-3,7</i>	<i>-10,3</i>	<i>0,4</i>	<i>4,8</i>	<i>-4,6</i>	<i>10,5</i>	<i>5,1</i>	<i>-10,5</i>
Épargne	17 724	9 616	7 956	10 024	10 240	15 220	19 715	9 459
	<i>-12,1</i>	<i>-45,7</i>	<i>-17,3</i>	<i>26,0</i>	<i>2,2</i>	<i>48,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>-52,0</i>
Provisions pour consommation de capital	38 652	39 184	39 812	40 184	40 648	41 236	37 799	39 957
	<i>1,5</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>5,9</i>	<i>5,7</i>
Transferts nets de capitaux	3 156	4 596	5 856	5 976	2 684	2 764	3 005	4 778
	<i>-10,5</i>	<i>45,6</i>	<i>27,4</i>	<i>2,0</i>	<i>-55,1</i>	<i>3,0</i>	<i>57,8</i>	<i>59,0</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	104 112	105 260	109 148	106 488	109 392	115 676	100 178	107 572
	<i>2,6</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,7</i>	<i>5,7</i>	<i>12,4</i>	<i>7,4</i>
Prêt net	-44 580	-51 864	-55 524	-50 304	-55 820	-56 456	-39 659	-53 378

Transactions: actifs financiers	9 700	10 456	9 624	24 796	8 860	17 752	21 964	13 434

Argent et dépôts	33 040	-5 432	10 532	7 176	4 480	32 516	27 752	4 189

Titres de dette canadiens	-22 176	-3 608	-9 876	-8 984	-21 348	-14 380	-12 330	-10 954

Actions de sociétés et fonds mutuels	-12 776	18 340	8 944	10 364	9 840	6 364	-1 906	11 872

Assurance-vie et rentes	35 864	36 336	36 124	39 892	39 732	31 876	31 960	38 021

Autres actifs financiers	-24 252	-35 180	-36 100	-23 652	-23 844	-38 624	-23 512	-29 694

Transactions: passif	58 924	65 012	60 944	72 672	63 672	72 180	59 874	65 575

Crédit à la consommation	21 792	21 576	21 824	21 864	21 404	22 356	21 329	21 667

Emprunts bancaires et autres emprunts	5 152	3 120	2 620	2 584	2 360	3 364	4 607	2 671

Hypothèques	36 188	36 820	38 588	40 028	40 800	43 140	35 344	39 059

Comptes à payer	-4 208	3 496	-2 088	8 196	-892	3 320	-1 406	2 178

Investissement financier net	-49 224	-54 556	-51 320	-47 876	-54 812	-54 428	-37 910	-52 141

Divergence du secteur	4 644	2 692	-4 204	-2 428	-1 008	-2 028	-1 749	-1 237

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	327 716	328 632	340 000	355 936	374 748	360 904	315 804	349 829
	<i>1,7</i>	<i>0,3</i>	<i>3,5</i>	<i>4,7</i>	<i>5,3</i>	<i>-3,7</i>	<i>9,8</i>	<i>10,8</i>
Bénéfices des sociétés avant impôts	176 616	178 936	183 704	192 368	202 812	194 568	171 323	189 455
	<i>1,6</i>	<i>1,3</i>	<i>2,7</i>	<i>4,7</i>	<i>5,4</i>	<i>-4,1</i>	<i>18,3</i>	<i>10,6</i>
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	13 256	13 584	14 228	14 596	15 516	14 164	12 508	14 481
	<i>3,0</i>	<i>2,5</i>	<i>4,7</i>	<i>2,6</i>	<i>6,3</i>	<i>-8,7</i>	<i>1,8</i>	<i>15,8</i>
Ajustement de la valeur des stocks	2 368	-1 136	-1 944	2 976	-1 200	2 020	-1 574	-326

Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	68 064	69 456	75 712	77 148	88 452	80 312	65 840	77 692
	<i>0,9</i>	<i>2,0</i>	<i>9,0</i>	<i>1,9</i>	<i>14,7</i>	<i>-9,2</i>	<i>10,5</i>	<i>18,0</i>
Intérêts sur la dette de consommation	13 068	13 548	13 840	14 168	14 484	14 804	12 741	14 010
	<i>3,0</i>	<i>3,7</i>	<i>2,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,2</i>	<i>2,2</i>	<i>5,6</i>	<i>10,0</i>
Intérêts sur la dette publique[3]	54 344	54 244	54 460	54 680	54 684	55 036	54 966	54 517
	<i>-0,6</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,8</i>
Dépenses	239 280	230 444	237 344	244 236	263 196	250 544	227 033	243 805
	<i>5,5</i>	<i>-3,7</i>	<i>3,0</i>	<i>2,9</i>	<i>7,8</i>	<i>-4,8</i>	<i>5,4</i>	<i>7,4</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	191 596	182 528	187 928	193 156	210 344	195 444	181 299	193 489
	<i>6,3</i>	<i>-4,7</i>	<i>3,0</i>	<i>2,8</i>	<i>8,9</i>	<i>-7,1</i>	<i>3,8</i>	<i>6,7</i>
Impôts directs	46 096	46 252	47 644	49 308	50 852	50 412	44 132	48 514
	<i>2,5</i>	<i>0,3</i>	<i>3,0</i>	<i>3,5</i>	<i>3,1</i>	<i>-0,9</i>	<i>12,7</i>	<i>9,9</i>
Autres transferts courants	1 588	1 664	1 772	1 772	2 000	4 688	1 602	1 802
	<i>-0,3</i>	<i>4,8</i>	<i>6,5</i>	<i>0,0</i>	<i>12,9</i>	<i>134,4</i>	<i>13,1</i>	<i>12,5</i>
Épargne	88 436	98 188	102 656	111 700	111 552	110 360	88 771	106 024
	<i>-7,3</i>	<i>11,0</i>	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
Épargne brute et transferts de capitaux	200 784	211 160	217 216	227 704	229 524	229 688	199 775	221 401
	<i>-3,0</i>	<i>5,2</i>	<i>2,9</i>	<i>4,8</i>	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>11,5</i>	<i>10,8</i>
Épargne	88 436	98 188	102 656	111 700	111 552	110 360	88 771	106 024
	<i>-7,3</i>	<i>11,0</i>	<i>4,6</i>	<i>8,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>22,6</i>	<i>19,4</i>
Provisions pour consommation de capital	109 784	110 732	112 032	113 604	115 460	117 060	108 474	112 957
	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>1,6</i>	<i>1,4</i>	<i>4,1</i>	<i>4,1</i>
Transferts nets de capitaux	2 564	2 240	2 528	2 400	2 512	2 268	2 530	2 420
	<i>0,2</i>	<i>-12,6</i>	<i>12,9</i>	<i>-5,1</i>	<i>4,7</i>	<i>-9,7</i>	<i>-3,6</i>	<i>-4,3</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	152 092	150 880	148 232	155 460	159 016	153 400	135 825	153 397
	<i>6,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-1,8</i>	<i>4,9</i>	<i>2,3</i>	<i>-3,5</i>	<i>10,0</i>	<i>12,9</i>
Prêt net	48 692	60 280	68 984	72 244	70 508	76 288	63 950	68 004

Transactions: actifs financiers	349 336	415 636	482 652	459 244	455 728	506 612	352 032	453 315

<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	21 792	21 576	21 824	21 864	21 404	22 356	21 329	21 667

Prêts bancaires et autres prêts	29 488	5 072	13 280	14 500	28 856	30 428	28 681	15 427

Hypothèques	48 204	48 608	53 268	60 548	63 736	63 944	46 849	56 540

Effets à court terme	-6 812	22 504	2 720	51 292	27 520	62 708	-3 659	26 009

Obligations	36 600	59 612	91 144	68 128	82 356	81 684	55 484	75 310

Actions	17 144	29 280	30 860	5 868	960	-16 488	22 486	16 742

Investissements étrangers	17 740	35 012	52 956	60 528	57 816	80 972	17 907	51 578

Transactions: passif	294 144	350 832	412 544	403 948	389 920	436 856	286 511	389 311

<i>Dont:</i>								
Argent et dépôts	104 492	72 468	123 412	96 180	79 988	90 812	90 712	93 012

Emprunts bancaires et autres emprunts	22 012	15 936	17 084	8 748	12 192	24 156	14 892	13 490

Effets à court terme	12 152	17 584	20 480	39 184	12 744	26 832	4 903	22 498

Obligations	50 664	51 244	72 672	81 496	80 400	94 932	66 173	71 453

Actions	14 148	56 876	48 276	46 224	83 872	89 280	33 289	58 812

Assurance-vie et rentes	35 068	34 392	32 804	38 228	36 168	29 576	28 773	35 398

Investissement financier net	55 192	64 804	70 108	55 296	65 808	69 756	65 521	64 004

Divergence du secteur	-6 500	-4 524	-1 124	16 948	4 700	6 532	-1 571	4 000

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	534 728	538 908	550 156	561 268	575 036	577 840	520 780	556 342
	<i>1,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>2,5</i>	<i>0,5</i>	<i>5,7</i>	<i>6,8</i>
Impôts sur revenus	206 908	210 596	217 608	223 148	228 556	231 676	199 588	219 977
	<i>2,3</i>	<i>1,8</i>	<i>3,3</i>	<i>2,5</i>	<i>2,4</i>	<i>1,4</i>	<i>9,3</i>	<i>10,2</i>
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	62 648	63 372	64 324	64 516	64 872	65 572	62 437	64 271
	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>2,9</i>
Impôts sur production et importations	168 472	169 496	171 764	173 324	174 612	176 708	165 063	172 299
	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>4,4</i>	<i>4,4</i>
Autres transferts courants en provenance des particuliers	9 900	9 872	9 944	10 076	9 928	9 960	9 831	9 955
	<i>0,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>0,3</i>	<i>2,8</i>	<i>1,3</i>
Revenus de placements	45 928	44 124	44 724	47 080	53 752	50 208	43 408	47 420
	<i>5,0</i>	<i>-3,9</i>	<i>1,4</i>	<i>5,3</i>	<i>14,2</i>	<i>-6,6</i>	<i>2,0</i>	<i>9,2</i>
Ventes de biens et services[2]	40 872	41 448	41 792	43 124	43 316	43 716	40 453	42 420
	<i>0,4</i>	<i>1,4</i>	<i>0,8</i>	<i>3,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,9</i>	<i>5,7</i>	<i>4,9</i>
Dépenses	512 272	516 656	522 860	530 244	534 076	546 120	504 717	525 959
	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>1,4</i>	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>3,2</i>	<i>4,2</i>
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	294 948	299 828	304 720	309 676	312 424	315 656	290 232	306 662
	<i>1,2</i>	<i>1,7</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>4,5</i>	<i>5,7</i>
Transferts courants	154 204	153 968	155 072	157 576	158 884	167 708	150 333	156 375
	<i>2,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>0,8</i>	<i>5,6</i>	<i>3,0</i>	<i>4,0</i>
Intérêts sur la dette publique	63 120	62 860	63 068	62 992	62 768	62 756	64 152	62 922
	<i>-1,0</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,0</i>	<i>-2,1</i>	<i>-1,9</i>
Épargne	22 456	22 252	27 296	31 024	40 960	31 720	16 063	30 383
	<i>15,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-22,6</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
Épargne brute et transferts de capitaux	45 464	45 608	50 072	54 152	64 264	55 528	38 562	53 524
	<i>8,6</i>	<i>0,3</i>	<i>9,8</i>	<i>8,1</i>	<i>18,7</i>	<i>-13,6</i>	<i>49,9</i>	<i>38,8</i>
Épargne	22 456	22 252	27 296	31 024	40 960	31 720	16 063	30 383
	<i>15,8</i>	<i>-0,9</i>	<i>22,7</i>	<i>13,7</i>	<i>32,0</i>	<i>-22,6</i>	<i>334,0</i>	<i>89,1</i>
Provisions pour consommation de capital	24 296	24 308	24 312	24 428	24 584	24 780	23 585	24 408
	<i>2,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>5,3</i>	<i>3,5</i>
Transferts nets de capitaux	-1 288	-952	-1 536	-1 300	-1 280	-972	-1 086	-1 267
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Moins: Acquisition de capital non financier	31 612	32 952	33 816	34 536	35 752	36 248	31 574	34 264
	<i>-0,3</i>	<i>4,2</i>	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>3,5</i>	<i>1,4</i>	<i>4,9</i>	<i>8,5</i>
Prêt net	13 852	12 656	16 256	19 616	28 512	19 280	6 988	19 260
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Transactions: actifs financiers	21 252	60 520	56 340	47 188	55 244	28 968	18 256	54 823
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Argent et dépôts	-2 644	5 260	2 872	2 140	1 532	-6 088	35	2 951
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Prêts	5 616	4 376	3 776	3 176	4 884	6 996	5 993	4 053
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Titres canadiens	17 952	25 572	12 048	8 780	22 900	1 872	9 325	17 325
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Autres actifs financiers	328	25 312	37 644	33 092	25 928	26 188	2 903	30 494
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Transactions: passif	4 064	52 664	37 920	27 064	20 560	7 704	9 609	34 552
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 224	1 268	552	1 112	1 396	804	728	1 082
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Effets à court terme	-6 272	15 720	-12 420	6 072	17 012	24 216	-1 819	6 596
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Obligations	-4 028	26 272	12 324	-11 852	-11 344	-11 100	19	3 850
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Autres passifs	13 140	9 404	37 464	31 732	13 496	-6 216	10 681	23 024
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Investissement financier net	17 188	7 856	18 420	20 124	34 684	21 264	8 647	20 271
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>
Divergence du secteur	-3 336	4 800	-2 164	-508	-6 172	-1 984	-1 659	-1 011
	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>	<i>...</i>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Revenus	511 108	516 068	525 824	531 384	551 136	536 328	498 913	531 103
	<i>0,4</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>1,1</i>	<i>3,7</i>	<i>-2,7</i>	<i>5,4</i>	<i>6,5</i>
Ventes de biens (importations)	368 816	379 884	384 732	389 968	398 256	392 480	363 639	388 210
	<i>-1,9</i>	<i>3,0</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>2,1</i>	<i>-1,5</i>	<i>6,1</i>	<i>6,8</i>
Ventes de services (importations)	77 372	77 964	79 708	79 116	81 064	81 668	77 324	79 463
	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>2,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>2,5</i>	<i>0,7</i>	<i>4,7</i>	<i>2,8</i>
Intérêts, dividendes et recettes diverses	56 656	48 644	53 332	54 156	63 244	50 936	50 205	54 844
	<i>16,9</i>	<i>-14,1</i>	<i>9,6</i>	<i>1,5</i>	<i>16,8</i>	<i>-19,5</i>	<i>1,2</i>	<i>9,2</i>
Transferts courants	8 264	9 576	8 052	8 144	8 572	11 244	7 745	8 586
	<i>8,9</i>	<i>15,9</i>	<i>-15,9</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>	<i>31,2</i>	<i>8,7</i>	<i>10,9</i>
Dépenses	522 200	532 864	547 760	566 892	592 212	570 876	525 848	559 932
	<i>-3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>2,8</i>	<i>3,5</i>	<i>4,5</i>	<i>-3,6</i>	<i>7,4</i>	<i>6,5</i>
Achats de biens (exportations)	423 328	431 852	439 780	460 384	480 232	461 272	429 122	453 062
	<i>-4,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,8</i>	<i>4,7</i>	<i>4,3</i>	<i>-3,9</i>	<i>7,6</i>	<i>5,6</i>
Achats de services (exportations)	66 472	66 424	66 444	66 560	67 044	67 328	65 456	66 618
	<i>1,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>0,4</i>	<i>4,4</i>	<i>1,8</i>
Intérêts, dividendes et paiements divers	24 884	26 824	33 500	31 708	36 712	32 592	23 842	32 186
	<i>5,0</i>	<i>7,8</i>	<i>24,9</i>	<i>-5,3</i>	<i>15,8</i>	<i>-11,2</i>	<i>13,0</i>	<i>35,0</i>
Transferts courants	7 516	7 764	8 036	8 240	8 224	9 684	7 428	8 066
	<i>-0,9</i>	<i>3,3</i>	<i>3,5</i>	<i>2,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>17,8</i>	<i>10,2</i>	<i>8,6</i>
Épargne	-11 092	-16 796	-21 936	-35 508	-41 076	-34 548	-26 935	-28 829

Épargne brute et transferts de capitaux	-15 524	-22 680	-28 784	-42 584	-44 992	-38 608	-31 384	-34 760

Épargne	-11 092	-16 796	-21 936	-35 508	-41 076	-34 548	-26 935	-28 829

Transferts nets de capitaux	-4 432	-5 884	-6 848	-7 076	-3 916	-4 060	-4 449	-5 931

Prêt net[2]	-15 524	-22 680	-28 784	-42 584	-44 992	-38 608	-31 384	-34 760

Transactions: actifs financiers	33 228	56 156	38 600	107 632	53 236	75 236	42 261	63 906

Argent et dépôts	5 316	-1 308	3 780	5 728	8 600	11 036	2 184	4 200

Prêts	-2 428	5 388	-708	-1 564	-16 644	-596	-5 140	-3 382

Effets à court terme	-584	656	-3 820	1 860	3 384	13 188	-150	520

Obligations	26 656	7 356	-1 876	-508	-11 064	-5 332	18 507	-1 523

Actions	37 624	19 992	-20 992	32 412	5 124	27 944	35 743	9 134

Autres actifs financiers	-33 356	24 072	62 216	69 704	63 836	28 996	-8 883	54 957

Transactions: passif	56 384	74 260	75 808	135 176	98 916	111 828	78 519	96 040

Réserves officielles	-13 500	7 412	-976	-2 636	2 820	7 276	-3 426	1 655

Argent et dépôts	21 140	4 188	5 124	7 464	8 292	-2 536	11 198	6 267

Emprunts bancaires et autres emprunts	4 288	-5 488	-3 908	3 668	1 148	8 504	9 307	-1 145

Investissements étrangers	25 112	47 388	57 360	68 216	65 464	76 216	21 323	59 607

Autres passifs	19 344	20 760	18 208	58 464	21 192	22 368	40 117	29 656

Investissement financier net	-23 156	-18 104	-37 208	-27 544	-45 680	-36 592	-36 258	-32 134

Divergence du secteur	7 632	-4 576	8 424	-15 040	688	-2 016	4 874	-2 626

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne, en italique, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
2. Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.

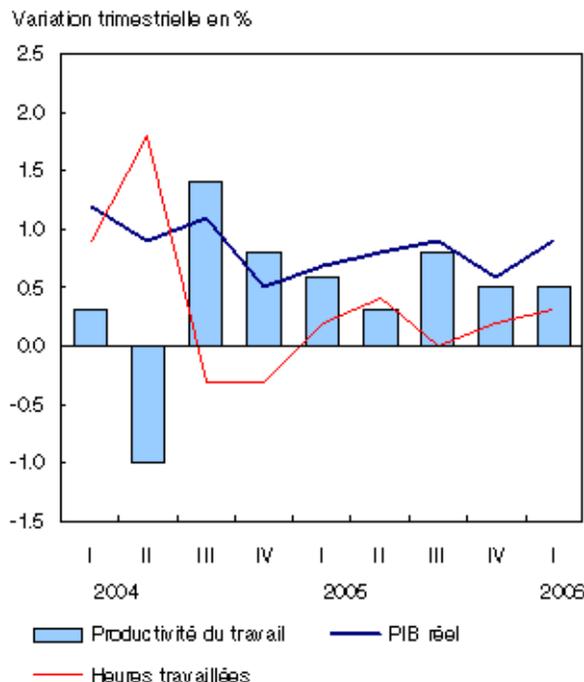
Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

Premier trimestre de 2006

La productivité du travail dans le secteur des entreprises canadiennes a progressé de 0,5 % entre janvier et mars, soit un rythme similaire à la moyenne trimestrielle enregistrée en 2005.

Parallèlement, les coûts unitaires de main-d'oeuvre, une mesure clef des pressions inflationnistes dans les salaires, ont ralenti pour la première fois en plus d'un an. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans les entreprises ont augmenté de seulement 0,3 % au cours du premier trimestre de 2006, relativement à 1,1 % au trimestre précédent. Il s'agit d'un taux de croissance le plus faible depuis le troisième trimestre de 2004.

La croissance de la productivité s'est poursuivie au même rythme qu'en 2005



Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le nouveau module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à productivite.mesures@statcan.ca.

Révisions

Pour cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2002 afin d'incorporer les révisions de 2002 à 2005 des Comptes économiques et financiers nationaux diffusées le 31 mai. Cette diffusion a entraîné des révisions de la productivité du travail au niveau agrégé et de la rémunération horaire et du coût unitaire de main-d'oeuvre au niveau industriel et agrégé en raison des données révisées du revenu du travail par industrie.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

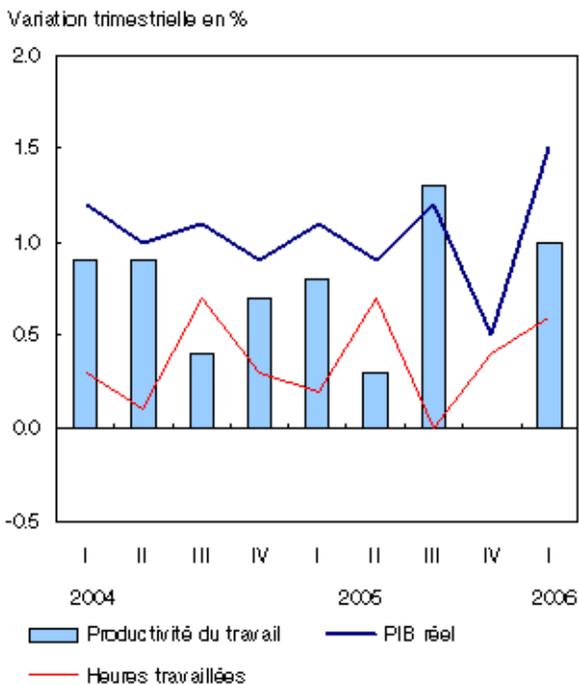
La hausse de 0,5 % de la productivité provient d'un rythme de croissance trois fois plus rapide de la production relativement aux heures travaillées. Le rythme de croissance de la productivité est équivalent à la hausse trimestrielle moyenne des quatre trimestres de 2005.

La productivité du travail, telle que mesurée par le produit intérieur brut (PIB) réel par heure travaillée, est importante car elle affecte directement le niveau de vie de la population à long terme. Le coût unitaire de main-d'œuvre représente le coût des salaires et avantages sociaux des travailleurs par unité de production.

À partir du troisième trimestre de 2004, la croissance du PIB a dépassé celle des heures travaillées consacrées à cette production, ce qui a entraîné des gains de productivité au cours des sept derniers trimestres. La productivité dans les entreprises canadiennes s'est accrue en moyenne de 0,7 % durant cette période.

Par ailleurs, la productivité du travail des entreprises américaines a augmenté de 1,0 % entre janvier et mars, soit un rythme deux fois plus rapide qu'au Canada. Cet écart en faveur des États-Unis au cours du premier trimestre provenait surtout d'une croissance plus forte du PIB au sud de la frontière.

La croissance de la productivité américaine rebondit après une pause au quatrième trimestre



Sur l'ensemble de 2005, la productivité du travail au Canada a augmenté de 2,3 %, sa meilleure performance depuis 2000. Il s'agit d'un rythme de croissance

légèrement inférieur à celui de 2,6 % observée aux États-Unis durant la même année, soit la croissance la plus lente enregistrée en ce pays depuis 2001.

La croissance de la productivité est principalement attribuable aux entreprises produisant des services

Le maintien de la reprise de la croissance de la productivité au premier trimestre de 2005 est surtout attribuable aux entreprises produisant des services. Sur une base trimestrielle, la productivité dans ce secteur s'est accrue de 0,8 % et de 0,3 % dans les entreprises produisant des biens.

La hausse de 0,8 % dans les entreprises produisant des services au premier trimestre est principalement imputable au commerce de détail dont la productivité a augmenté de 2,2 %, suivi du commerce de gros (+1,8 %) et des services d'hébergement et de restauration (+1,3 %).

La performance de la productivité dans les entreprises produisant des services s'est produite dans le contexte d'une forte croissance de la production (+1,4 %) et des heures de travail (+0,5 %). Par ailleurs, les entreprises produisant des biens ont enregistré une croissance de 0,3 % de leur PIB et une légère baisse de 0,1 % des heures travaillées.

La productivité dans les entreprises produisant des biens a été affectée à la baisse par les importantes diminutions observées dans l'industrie minière et dans les services d'utilité publique. Ces baisses ont plus que compensé les hausses de productivité observées dans l'industrie de la construction et dans le secteur manufacturier.

L'industrie de la construction a connu une croissance de sa productivité de 1,7 %, augmentant ainsi pour un troisième trimestre consécutif. L'activité économique dans la construction progresse de façon continue depuis le deuxième trimestre de 2004. Au premier trimestre 2006, la hausse du PIB dans la construction a été surtout remarquable dans la construction résidentielle.

Pour sa part, le secteur de la fabrication a affiché une croissance de 1,0 %, soit le même rythme qu'au quatrième trimestre de 2005. La croissance trimestrielle de la productivité dans la fabrication a été égale ou supérieure à 1,0 % au cours de sept des huit derniers trimestres.

Depuis le quatrième trimestre de 2004, la forte croissance de la productivité dans le secteur de la fabrication s'est produite dans un contexte de faible croissance de sa production, combinée à une baisse continue des heures travaillées. Les heures travaillées sont en baisse dans la fabrication depuis le troisième trimestre de 2004.

La croissance du coût unitaire de main-d'œuvre diminue considérablement par rapport au quatrième trimestre de 2005

Le coût unitaire de main-d'œuvre est obtenu en calculant le ratio de la rémunération horaire sur la productivité du travail.

Au premier trimestre de 2006, les coûts de main-d'œuvre par unité du PIB ont ralenti dans les entreprises produisant des biens, tandis qu'ils ont reculé légèrement dans les entreprises produisant des services. Il s'agit de la première fois depuis le premier trimestre de 2002 que le coût unitaire de main-d'œuvre diminue dans ce secteur.

La baisse légère de cet indicateur d'inflation dans les salaires provient des baisses de 2,4 % dans le commerce de détail et de 1,1 % dans le commerce de gros. En revanche, les principales hausses du coût unitaire de main-d'œuvre dans les services ont été enregistrées dans l'hébergement et la restauration (+2,1 %) et dans les services administratifs, de soutien, de gestion de déchets et d'assainissement (+1,3 %).

Du côté des entreprises produisant des biens, seule l'industrie de la construction a vu son coût unitaire de main-d'œuvre reculer et ce, pour un deuxième trimestre consécutif. Après avoir diminué de 0,5 % au quatrième trimestre de 2005, cet indicateur a reculé de 2,5 % au premier trimestre de 2006.

Dans la fabrication, le coût unitaire de main-d'œuvre a progressé de 0,7 % au cours des trois premiers mois de 2006, comparativement à 0,2 % au cours des trois derniers mois de 2005. Le coût unitaire de main-d'œuvre dans la fabrication a évolué à l'intérieur d'une fourchette de 0,2 % à 0,8 % au cours des six derniers trimestres.

Malgré la forte croissance de la productivité du travail dans la fabrication amorcée depuis le deuxième trimestre de 2004, le coût unitaire de main-d'œuvre affiche tout de même une tendance à la hausse. Au premier trimestre de 2006, la rémunération horaire s'est accrue de 1,7 %, après avoir augmenté de 1,2 % au dernier trimestre de 2005. À l'exception du deuxième trimestre de 2005 où la rémunération horaire s'est accrue de 0,7 %, cet indicateur a cru à un rythme trimestriel supérieur à 1,0 % depuis le troisième trimestre de 2004. Une partie de cette hausse est attribuable à la restructuration de ce secteur qui doit faire face à l'appréciation du dollar, à la hausse des coûts énergétiques et à la concurrence de plus en plus forte des économies émergentes.

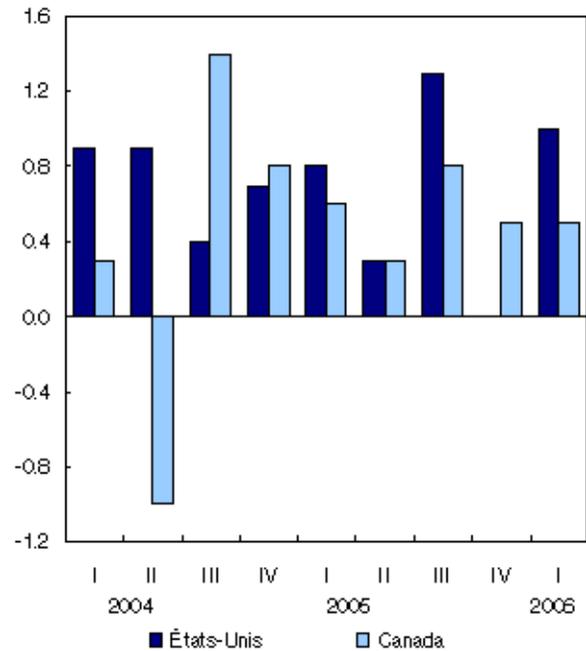
La croissance du PIB canadien et américain s'est accélérée, mais le rythme est moins prononcé ici

La croissance économique s'est accélérée au Canada et aux États-Unis, mais son rythme est plus lent au Canada.

Bien que la tendance à la hausse des heures travaillées au Canada et aux États-Unis se soit maintenue au premier trimestre, le redressement net du PIB au sud de la frontière a permis aux entreprises américaines d'afficher de meilleurs gains de productivité.

Une productivité comparable dans les deux pays au cours des six derniers trimestres

Variation trimestrielle en %

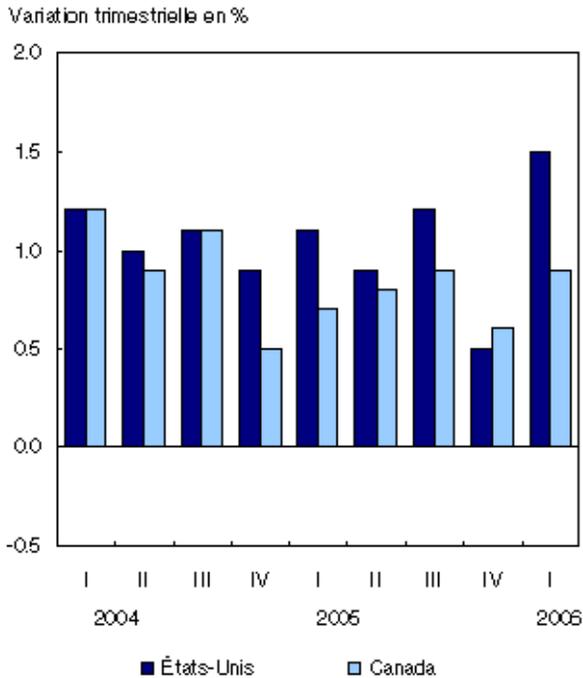


La productivité dans les entreprises américaines a rebondi au premier trimestre, après avoir stagné au quatrième trimestre de 2005. La progression de 1,0 % enregistrée au premier trimestre est le double de celle du Canada (+0,5 %). Au cours du dernier trimestre de 2005, la croissance de la productivité au Canada avait été supérieure à celle des États-Unis.

Au Canada, la croissance du PIB réel a atteint 0,9 % au premier trimestre de 2006, après avoir augmenté de 0,6 % au trimestre précédent. Il s'agit d'une augmentation semblable à la croissance moyenne de 0,8 % enregistrée au cours des quatre trimestres de 2005.

La vigueur de l'activité économique au Canada a reposé essentiellement sur les dépenses de consommation des ménages. En effet, les Canadiens ont beaucoup dépensé pour les biens durables tels que les appareils ménagers et pour les biens semi-durables, tels que les vêtements et les chaussures. La forte reprise de l'investissement en construction résidentielle a également contribué à la croissance économique.

La croissance du PIB accélère dans les deux pays



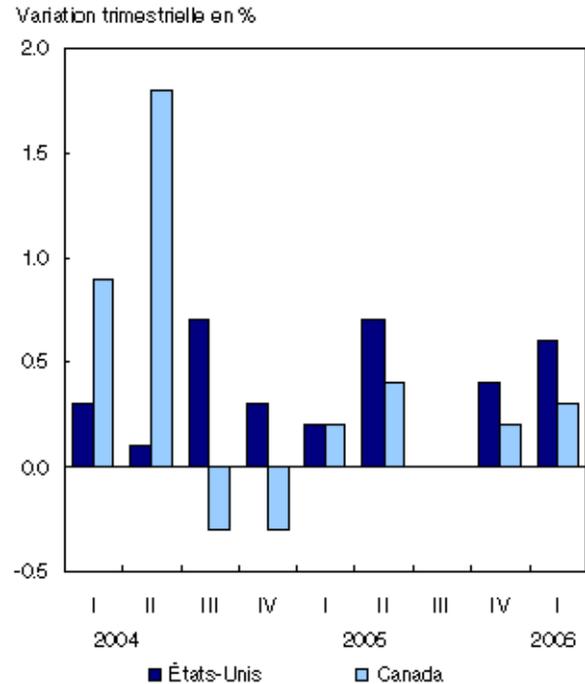
Du côté des entreprises américaines, le PIB réel a progressé de 1,5 % au premier trimestre de 2006, ce qui représentait une nette accélération par rapport au trimestre précédent (+0,5 %). Il s'agit de la plus forte hausse trimestrielle depuis le troisième trimestre de 2003 (+2,3 %).

Pratiquement toutes les composantes du PIB américain qui avait ralenti au quatrième trimestre de 2005 ont rebondi au premier trimestre. Les dépenses de consommation des ménages qui ont massivement acheté des biens durables, se sont accrues de 1,3 % au premier trimestre, après avoir augmenté de seulement 0,2 % au quatrième trimestre 2005.

Les heures travaillées dans les deux pays continuent d'augmenter légèrement, quoique un peu plus lentement au Canada.

Au Canada, la croissance de l'activité économique a été accompagnée d'un marché du travail assez stable. Les heures travaillées consacrées à la production dans les entreprises canadiennes ont augmenté de 0,3 % au premier trimestre, comparativement à 0,2 % au dernier trimestre de 2005. La progression du travail à temps partiel (+0,8 %) a nettement dépassé celle des emplois à temps plein (+0,3 %).

Les heures travaillées augmentent plus aux États-Unis



Après avoir augmenté de 0,4 % au quatrième trimestre de 2005, les heures travaillées aux États-Unis ont augmenté de 0,6 % au premier trimestre, soit un rythme deux fois plus élevé que celui du Canada.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en dollars américains s'affaiblissent

Sans tenir compte du taux de change, les coûts unitaires de main-d'oeuvre au Canada et aux États-Unis ont augmenté au même rythme durant le premier trimestre, soit de 0,3 %. (Le coût unitaire de main-d'oeuvre représente le coût salarial et des avantages sociaux des travailleurs par unité de production économique.)

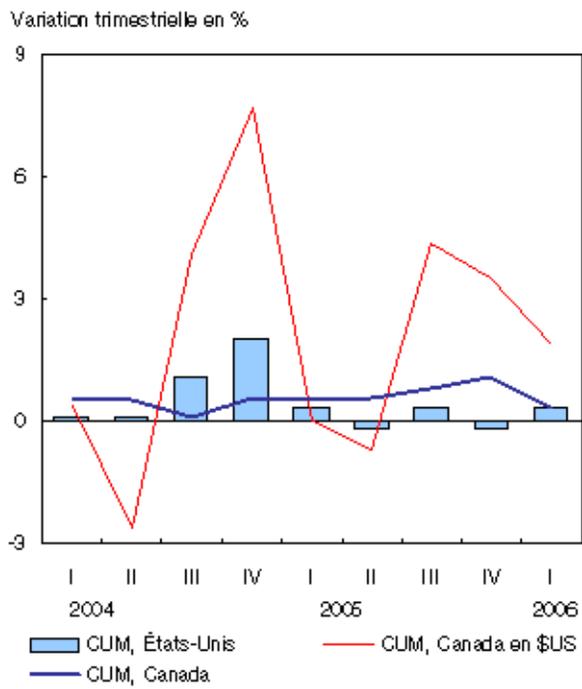
Au Canada, il s'agit d'un net ralentissement du coût de main-d'oeuvre par unité du PIB des entreprises canadiennes par rapport à la hausse de 1,1 % enregistrée au quatrième trimestre de 2005.

En revanche, pour les États-Unis, cela représentait une légère accélération par rapport au trimestre précédent lorsque le coût unitaire de main-d'oeuvre avait reculé de 0,2 %.

La croissance de la rémunération horaire au Canada a diminué de moitié au cours du premier trimestre (+0,8 %). Celle-ci avait atteint un taux de 1,6 % au cours du dernier trimestre de 2005.

En comparaison, le rythme de croissance de la rémunération horaire versée aux travailleurs du secteur des entreprises américaines est passé d'une baisse de 0,2 % au dernier trimestre de 2005 à une hausse de 1,3 % au premier trimestre.

Les coûts unitaires de main-d'oeuvre canadiens en \$US continuent de ralentir



Lorsque le taux de change est pris en compte, la position devient davantage favorable aux entreprises américaines.

Après avoir plafonné au cours de la première moitié de 2005, le dollar canadien s'est apprécié au cours des trois derniers trimestres. L'appréciation de 1,5 % du dollar canadien face à la devise américaine au premier trimestre de 2006 a impliqué une hausse de 1,9 % du coût unitaire

de main-d'oeuvre canadien exprimé en dollars américains au premier trimestre, comparativement à une augmentation moyenne de 4,0 % au cours des deux trimestres précédents.

Les révisions récentes des chiffres de productivité au Canada n'ont eu aucun impact sur l'écart Canada/États-Unis

Les données diffusées aujourd'hui comprennent les révisions annuelles du PIB au Canada pour la période de 2002 à 2005. Les révisions des données américaines devraient paraître en septembre prochain.

Dans l'ensemble, les révisions de 2002-2005 ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance de la productivité du travail au Canada pour 2003 et de l'augmenter pour 2004 et 2005.

Cependant, ces révisions ont eu tendance à s'annuler l'une par rapport à l'autre. L'ampleur de ces révisions n'a donc eu aucun effet sur l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis durant la période post-2000.

En 2005, la productivité dans les entreprises canadiennes a été révisée légèrement à la hausse, soit 2,3 % au lieu de 2,2 %. En ajoutant cette révision, l'écart de croissance de productivité entre le Canada et les États-Unis n'est plus que de 0,3 point de pourcentage pour 2005, soit l'écart le plus faible des cinq dernières années.

Entre 2000 et 2005, le taux de croissance annuel moyen de la productivité américaine a été de 3,3 %, soit un rythme un peu plus de trois fois plus rapide que le 1,0 % enregistré au Canada. Au cours de la période 2000-2005, la croissance du PIB au Canada a atteint en moyenne 2,5 % combinée à une augmentation de 1,4 % des heures travaillées. En comparaison, le PIB aux États-Unis a progressé en moyenne de 2,8 %, pendant que les heures travaillées ont décliné de 0,5 % durant la même période.

Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision

	Canada		États-Unis
	Avant révision	Après révision	
variation annuelle en %			
1981 à 2005	1,5	1,5	2,2
1981 à 2000	1,6	1,6	1,9
2000 à 2005	1,0	1,0	3,3
2002	1,4	1,4	4,0
2003	0,4	0,0	4,1
2004	0,0	0,4	3,5
2005	2,2	2,3	2,6

Source : Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics dans NEWS, Productivity and Costs - premier trimestre de 2006 qui a paru le 1 juin.

Secteur des entreprises- Productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Productivité du travail	0,8	0,6	0,3	0,8	0,5	0,5
PIB réel	0,5	0,7	0,8	0,9	0,6	0,9
Heures travaillées	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3
Rémunération horaire	1,3	1,2	0,9	1,7	1,6	0,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	0,6	0,5	0,6	0,8	1,1	0,3
Taux de change[2]	-6,6	0,5	1,4	-3,3	-2,4	-1,5
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	7,7	0,0	-0,7	4,4	3,5	1,9
États-Unis						
Productivité du travail	0,7	0,8	0,3	1,3	0,0	1,0
PIB réel	0,9	1,1	0,9	1,2	0,5	1,5
Heures travaillées	0,3	0,2	0,7	0,0	0,4	0,6
Rémunération horaire	2,7	1,2	0,1	1,5	-0,2	1,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,0	0,3	-0,2	0,3	-0,2	0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Productivité du travail	1,4	1,8	3,1	2,5	2,2	2,1
PIB réel	3,7	3,2	3,0	2,8	3,0	3,2
Heures travaillées	2,2	1,5	0,1	0,3	0,8	0,9
Rémunération horaire	3,0	3,5	4,9	5,2	5,4	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,6	1,7	1,8	2,6	3,1	2,8
Taux de change[2]	-7,2	-6,9	-8,6	-8,1	-4,0	-5,9
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	9,6	9,2	11,3	11,7	7,3	9,3
États-Unis						
Productivité du travail	2,9	2,8	2,2	3,0	2,4	2,5
PIB réel	4,2	4,1	4,1	4,2	3,7	4,2
Heures travaillées	1,3	1,2	1,9	1,1	1,3	1,7
Rémunération horaire	6,4	6,5	5,7	5,6	2,6	2,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	3,4	3,6	3,4	2,5	0,2	0,3
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Productivité du travail	3,2	2,5	1,1	3,2	2,1	2,1
PIB réel	1,8	2,8	3,1	3,6	2,4	3,6
Heures travaillées	-1,0	0,7	1,7	0,0	0,7	1,4
Rémunération horaire	5,3	4,9	3,6	6,8	6,4	3,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,2	2,2	2,6	3,3	4,4	1,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	34,8	0,0	-2,9	18,8	14,8	7,7
États-Unis						
Productivité du travail	2,7	3,4	1,1	4,9	0,2	3,9
PIB réel	3,6	4,4	4,0	4,8	1,8	6,4
Heures travaillées	0,9	0,9	2,8	-0,1	1,6	2,4
Rémunération horaire	11,2	4,8	0,5	6,0	-0,6	5,4
Coût unitaire de main-d'oeuvre	8,3	1,3	-0,6	1,1	-0,8	1,5

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Secteur des entreprises - Quelques variables associées au marché du travail[1]

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006
données désaisonnalisées						
variation en % d'un trimestre à l'autre						
Canada						
Tous les emplois	0,3	0,4	0,6	0,1	0,1	0,4
Heures travaillées	-0,3	0,2	0,4	0,0	0,2	0,3
Heures moyennes	-0,5	-0,2	-0,2	0,0	0,1	-0,1
Part du travail[2]	0,0	0,2	0,0	-1,1	-0,8	1,3
États-Unis						
Tous les emplois	0,3	0,5	0,5	-0,1	0,3	0,6
Heures travaillées	0,3	0,2	0,7	0,0	0,4	0,6
Heures moyennes	-0,1	-0,3	0,3	0,0	0,1	-0,1
Part du travail[2]	1,3	-0,3	-0,8	-0,5	-1,1	-0,3
variation en % par rapport au même trimestre de l'année précédente						
Canada						
Tous les emplois	1,6	2,0	1,9	1,4	1,2	1,2
Heures travaillées	2,2	1,5	0,1	0,3	0,8	0,9
Heures moyennes	0,6	-0,5	-1,9	-0,9	-0,3	-0,2
Part du travail[2]	-2,6	-1,8	-0,6	-0,9	-1,6	-0,5
États-Unis						
Tous les emplois	1,6	2,0	1,9	1,3	1,3	1,4
Heures travaillées	1,3	1,2	1,9	1,1	1,3	1,7
Heures moyennes	-0,3	-0,7	0,0	-0,1	0,1	0,3
Part du travail[2]	0,7	1,2	1,2	-0,3	-2,7	-2,7
variation en % par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
Canada						
Tous les emplois	1,0	1,7	2,4	0,3	0,3	1,7
Heures travaillées	-1,0	0,7	1,7	0,0	0,7	1,4
Heures moyennes	-2,0	-0,8	-0,8	0,0	0,4	-0,4
Part du travail[2]	0,0	0,9	0,0	-4,2	-3,0	5,3
États-Unis						
Tous les emplois	1,4	2,0	2,0	-0,3	1,3	2,6
Heures travaillées	0,9	0,9	2,8	-0,1	1,6	2,4
Heures moyennes	-0,4	-1,2	1,2	0,0	0,4	-0,4
Part du travail[2]	5,4	-1,2	-3,2	-2,0	-4,4	-1,2

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Productivité du travail par industrie

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	116,7	117,6	117,3	118,9	119,6	120,0	114,6	118,4
	<i>0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>0,6</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>3,3</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	138,7	135,7	132,5	135,6	133,7	134,9	136,6	134,4
	<i>-2,7</i>	<i>-2,2</i>	<i>-2,4</i>	<i>2,3</i>	<i>-1,4</i>	<i>0,9</i>	<i>3,7</i>	<i>-1,6</i>
Construction	117,2	120,0	120,0	121,4	122,2	124,3	117,3	120,9
	<i>0,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,0</i>	<i>1,2</i>	<i>0,7</i>	<i>1,7</i>	<i>-1,6</i>	<i>3,1</i>
Fabrication	118,9	120,1	120,5	122,3	123,5	124,7	115,4	121,6
	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>	<i>1,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>3,5</i>	<i>5,4</i>
Secteur des entreprises - services	113,5	114,3	115,0	115,6	116,1	117,0	112,9	115,3
	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>2,1</i>
Commerce de gros	121,9	123,6	129,1	130,0	130,9	133,2	122,6	128,4
	<i>-0,3</i>	<i>1,4</i>	<i>4,4</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>4,8</i>
Commerce de détail	129,4	129,5	128,5	128,4	129,1	131,9	128,3	128,9
	<i>0,8</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,8</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>2,2</i>	<i>-2,2</i>	<i>0,5</i>
Transport et entreposage	108,5	110,8	111,3	112,7	114,4	114,2	105,6	112,3
	<i>2,6</i>	<i>2,1</i>	<i>0,5</i>	<i>1,3</i>	<i>1,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,3</i>	<i>6,3</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	106,3	106,9	107,8	111,9	114,3	113,5	107,8	110,2
	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>3,8</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,7</i>	<i>-3,2</i>	<i>2,3</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	109,7	109,6	110,6	110,2	110,2	110,9	111,3	110,2
	<i>-0,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>0,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,8</i>	<i>-1,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	113,7	114,2	112,7	113,7	112,7	113,8	112,8	113,3
	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>0,5</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	89,4	91,1	91,4	90,3	91,0	90,6	88,4	91,0
	<i>1,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,4</i>	<i>-1,5</i>	<i>2,9</i>
Hébergement et services de restauration	99,7	100,1	101,8	102,6	103,6	104,9	100,3	102,0
	<i>0,0</i>	<i>0,4</i>	<i>1,7</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>1,3</i>	<i>-2,4</i>	<i>1,7</i>
Autres services commerciaux	118,6	117,0	115,7	115,4	115,0	114,8	116,6	115,8
	<i>0,6</i>	<i>-1,3</i>	<i>-1,1</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,3</i>	<i>-0,2</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,7</i>

Coût unitaire de main d'oeuvre par industrie

	Quatrième trimestre de 2004	Premier trimestre de 2005	Deuxième trimestre de 2005	Troisième trimestre de 2005	Quatrième trimestre de 2005	Premier trimestre de 2006	2004	2005
données désaisonnalisées								
Secteur des entreprises - biens	108,1	108,8	109,1	110,1	110,8	111,3	108,1	109,7
	0,5	0,6	0,3	0,9	0,6	0,5	1,0	1,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	108,6	108,5	102,7	99,9	102,5	105,7	111,0	103,4
	0,3	-0,1	-5,3	-2,7	2,6	3,1	3,4	-6,8
Construction	106,4	105,7	107,1	109,2	108,7	106,0	104,7	107,7
	0,3	-0,7	1,3	2,0	-0,5	-2,5	3,5	2,9
Fabrication	100,0	100,1	100,6	101,4	101,6	102,3	101,1	100,9
	0,2	0,1	0,5	0,8	0,2	0,7	-2,1	-0,2
Secteur des entreprises - services	108,9	109,3	110,1	111,1	112,6	112,5	108,0	110,8
	0,6	0,4	0,7	0,9	1,4	-0,1	2,2	2,6
Commerce de gros	93,9	92,5	89,5	90,7	92,5	91,5	93,8	91,3
	1,0	-1,5	-3,2	1,3	2,0	-1,1	-1,0	-2,6
Commerce de détail	101,1	100,2	102,9	104,1	105,6	103,1	101,5	103,2
	-1,1	-0,9	2,7	1,2	1,4	-2,4	2,4	1,7
Transport et entreposage	110,4	110,2	111,7	111,1	112,2	112,8	110,3	111,3
	-0,4	-0,2	1,4	-0,5	1,0	0,5	-0,7	0,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	98,4	98,9	100,0	99,5	103,3	104,3	97,9	100,4
	0,7	0,5	1,1	-0,5	3,8	1,0	2,9	2,6
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	110,8	112,1	113,4	115,2	117,5	117,6	109,4	114,6
	1,0	1,2	1,2	1,6	2,0	0,1	2,8	4,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	117,5	119,4	120,1	121,0	123,8	124,4	116,2	121,1
	2,0	1,6	0,6	0,7	2,3	0,5	3,4	4,2
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	124,8	128,0	129,8	132,3	132,4	134,1	124,7	130,6
	-0,1	2,6	1,4	1,9	0,1	1,3	6,0	4,8
Hébergement et services de restauration	120,1	118,0	123,3	131,5	129,2	131,9	118,2	125,5
	-3,0	-1,7	4,5	6,7	-1,7	2,1	3,8	6,2
Autres services commerciaux	112,1	115,3	115,4	113,7	113,7	114,3	109,3	114,5
	2,5	2,9	0,1	-1,5	0,0	0,5	3,8	4,8

Les révisions de 2002-2005 des Comptes des revenus et dépenses

Introduction

Des estimations révisées des Comptes des revenus et dépenses (CRD), pour la période de 2002 à 2005, ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2006. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour.

Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des Comptes des revenus et dépenses, des comptes des flux financiers et de la Balance des paiements internationaux sont compilées et diffusées simultanément. Les estimations révisées du bilan national sont diffusées environ deux semaines plus tard. L'intégration découle de la compilation des Comptes d'entrées-sorties en prix courants pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année, lorsque l'ensemble des comptes provinciaux d'entrées-sorties est complet. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale afin d'y intégrer les données les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des Comptes nationaux des revenus et dépenses se déroule selon le calendrier suivant : la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; les estimations ne peuvent être révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2002 ont été diffusées pour la première fois en mai 2002. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2002; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour le troisième et le quatrième trimestres de 2002. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes, les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. De la documentation relative à cette révision se trouve à l'adresse suivante : www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index_f.htm.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, les révisions courantes se font aux quatre ans pour les Comptes des revenus et dépenses et la balance des paiements. Les révisions courantes des Comptes d'entrées-sorties portent sur une année, c'est-à-dire la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des Comptes des revenus et dépenses et de la balance des paiements. La révision des Comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des Comptes du bilan national et porte souvent sur plus de quatre années, afin de pouvoir rapprocher les stocks et les révisions apportées aux flux.

Révisions des Comptes des revenus et dépenses

Au moment de la diffusion de mai 2002, d'autres changements conceptuels ont été apportés aux Comptes nationaux des revenus et dépenses et appliqués rétroactivement à 1981. Il s'agissait notamment de changements de classification pour les permis et immatriculations, les droits de cession immobilière et les frais de fréquences, ainsi que de l'inclusion des résultats du Recensement de 1996 concernant les stocks agricoles. La documentation relative à ces changements conceptuels se trouve à l'adresse suivante : www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/chronology/chronindex_f.htm.

Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux Comptes des revenus et dépenses cette année.

Répercussions des révisions sur le produit intérieur brut (PIB)

Les révisions courantes apportées au PIB ont résulté de l'inclusion des estimations les plus à jour provenant des sources de données, y compris les résultats des enquêtes, les données administratives et les comptes publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2002 et provisoires pour 2003 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans.

De nouvelles données repères ont été intégrées pour les périodes les plus récentes. D'autres séries ont été révisées à la suite de l'application des bases de projection, existantes ou mises à jour, aux nouveaux repères provenant des Comptes d'entrées-sorties.

Le PIB aux prix courants (tableau 3) a été révisé à la baisse sur une base annuelle pour 2002 et 2003 et à la hausse pour 2004 et 2005. La révision à la baisse du PIB en 2002 découle des révisions apportées aux Tableaux d'entrées-sorties de 2002. Il s'agit de la dernière révision pour 2002 dans le cadre du calendrier courant de révision, le rapprochement étant complet avec les Comptes d'entrées-sorties révisés et finals. La révision à la baisse du PIB en dollars courants s'est chiffrée à 1 299 million de dollars pour 2002 et à 2 783 millions de dollars pour 2003, tandis que les révisions à la hausse pour 2004 et 2005 sont établies à 603 millions de dollars et 2 699 millions de dollars, respectivement. Le graphique 1 comprend une comparaison de la valeur des estimations précédentes et des estimations révisées du PIB nominal sur une base trimestrielle.

Produit intérieur brut

Milliards de dollars

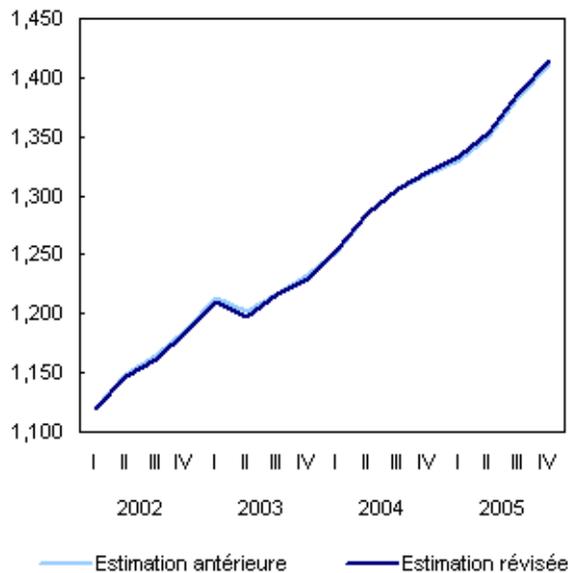


Tableau 1 Certaines composantes - révision courante

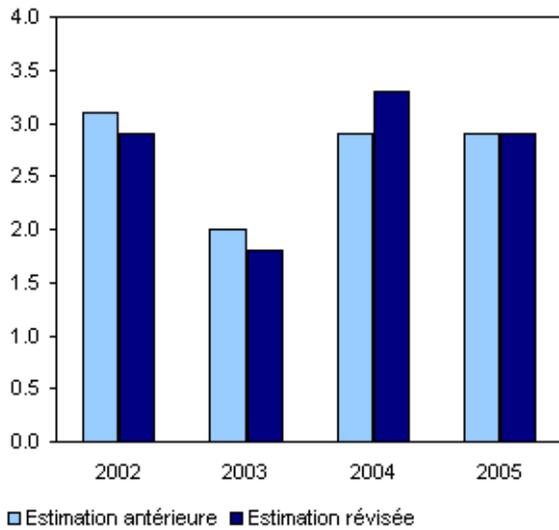
	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars			
Produit intérieur brut	-1 299	-2 783	603	2 699
Composantes du revenu				
Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail	615	3 250	7 924	9 225
Excédent	-1 631	-4 889	-6 892	-8 196
Bénéfices des sociétés avant impôts	-611	-2 771	-3 825	-4 481
Intérêts et revenus divers des placements	-469	-544	-1 324	-837
Provisions pour consommation de capital	-437	-1 337	-2 504	-4 105
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	136	660	666	1 111
Ajustement de la valeur des stocks	-250	-897	95	116
Impôts sur les facteurs de production moins les subventions	-103	-293	620	1 441
Impôts sur les produits moins les subventions	-365	-647	-738	-855
Composantes des dépenses				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-627	-1 303	-1 366	-1 582
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	523	2 761	1 245	1 873
Investissement des entreprises en construction résidentielle	-61	-213	-585	-494
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	672	542	4 461	5 668
Investissement des entreprises en machines et matériel	125	205	44	-250
Investissement des entreprises en stocks	-1 373	-2 304	-1 542	1 689
Exportations de biens et de services	1 114	390	1 998	1 424
Importations de biens et de services	622	2 146	2 617	3 643

Comme on peut le voir au tableau 1, les révisions à la baisse du PIB en 2002 et 2003 ont découlé principalement des révisions aux estimations de l'excédent dans les Tableaux d'entrées-sorties, qui ont été plus faibles que celles projetées. Les révisions à la hausse en 2004 et 2005 découlent principalement d'importantes révisions à la hausse des salaires et traitements et de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels en 2004, qui ont été reportées à 2005. Sur une base trimestrielle, le PIB en dollars courants a été révisé à la baisse pour tous les trimestres en 2002 et 2003, sauf le premier de 2002 et le troisième de 2003. En revanche, en 2004 et 2005, il a été révisé à la hausse pour tous les trimestres, sauf le troisième de 2004.

Les estimations du **PIB réel** (voir le tableau 3) ont été révisées à la baisse pour 2002 et 2003, et à la hausse pour 2004 et 2005. Les révisions les plus importantes, de l'ordre de -3,6 milliards de dollars ont eu lieu en 2003. Les révisions de 2004 et 2005 sont faibles selon les normes historiques.

Taux de croissance du PIB réel, annuel

Variation annuelle en pourcentage, dollars enchaînés (1997)



Dans une perspective historique portant sur plus de deux décennies, les révisions du taux de croissance annuel du PIB en dollars courants pour 2003 et 2005 se situent à un niveau allant de faible à moyen dans la fourchette des révisions. La révision cumulative du taux de croissance (indiquée au tableau 4) est mesurée par la différence entre le taux de croissance courant et le taux de croissance initial. Il n'y a pas de révision cumulative pour 2003. La révision cumulative pour 2005 se chiffre à 0,1 %, tandis que celle pour 2004 est légèrement supérieure, soit de

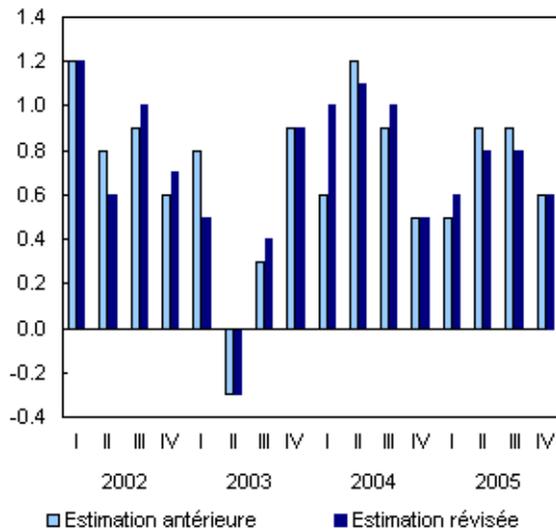
0,3 %. Comme en 2004, la révision cumulative du taux de croissance de 2002 est importante selon les normes historiques, se chiffrant à -0,6 %, l'exercice d'étalonnage des Tableaux d'entrées-sorties ayant fait baisser l'estimation initiale pour une deuxième année consécutive.

Les estimations de la **croissance du PIB réel trimestriel** ont été principalement révisées à la hausse ou sont demeurées inchangées pour 2002, 2003 et 2004. La majeure partie des révisions pour l'année 2003 provient du premier trimestre, qui a été révisé de -0,3%. Des révisions importantes ont aussi été faites pour le premier trimestre de 2004 (+0,4%). Les révisions pour les trimestres de 2005 ont été variées, le premier trimestre ayant été révisé à la hausse, les deuxième et troisièmes trimestres ayant été révisés à la baisse et le quatrième trimestre étant demeuré inchangé.

Pour 2004, les estimations ont été révisées surtout à la hausse ou sont demeurées inchangées. Les révisions de 2003 étaient importantes selon les normes historiques, se chiffrant à -0,2 % pour deux des quatre trimestres. Des révisions importantes ont été apportées également au premier trimestre de 2004 (+0,5 %) et au quatrième trimestre de 2005 (-0,2 %).

Taux de croissance du PIB réel, trimestrielle

Variation trimestrielle en pourcentage, dollars enchaînés (1997)



Le tableau 2 donne l'historique des révisions du PIB pour la période de 1994 à 2005. Tel qu'indiqué précédemment, chaque estimation annuelle passe par quatre cycles de révision annuels distincts et fait l'objet de révisions historiques périodiques. Le tableau 2 donne le niveau publié et le taux de croissance du PIB pour une année donnée pour chacun de ces cycles de révision. Les plus

importantes révisions du PIB sont apportées lors du troisième cycle de révision, dans lequel les Comptes des revenus et dépenses sont étalonnés en fonction des Tableaux d'entrées-sorties. La révision moyenne à la hausse du PIB est de +0,2 point de pourcentage et la révision moyenne à la baisse, de -0,4 point de pourcentage à la suite du premier cycle de révision. Ces révisions passent à +0,5 % et -0,3 % au deuxième cycle de révision, et à +0,7 % et -0,4 % lors du processus d'étalonnage des Comptes d'entrées-sorties (les troisième et quatrième cycles de révision combinés).

Des révisions marginales ont été apportées à l'indice implicite de prix en chaîne pour le PIB. Cet indice est demeuré inchangé en 2002, a été révisé à la hausse de 0,1 en 2003, est demeuré inchangé en 2004 et était à la hausse de 0,2 en 2005. Dans le cadre de ce processus de révision, l'indice révisé des prix des machines et du matériel (IPMM) a été intégré aux déflateurs de diverses composantes des machines et matériel de 2002 à 2005. Avant le 31 mai 2006, les IPMM étaient établis sur la base de 1986=100. Ces indices de prix sont maintenant établis sur la base de 1997=100. Le changement de l'année de base des IPMM a entraîné une repondération des prix élémentaires, un plus grand poids étant accordé aux prix à l'importation.

Révisions des agrégats du revenu (tableau 5)

Les estimations de la **rémunération des salariés** ont été révisées à la hausse en 2002 et 2003, en raison des révisions apportées aux cotisations des employeurs aux régimes de pension. Ces révisions à la hausse ont résulté de l'intégration des données repères de la Division de la statistique du revenu indiquant des augmentations considérables des paiements spéciaux faits au titre de passifs non provisionnés (tableau 280-0026 du CANSIM). Un très gros paiement spécial de plus d'un milliard de dollars a été fait dans le secteur des administrations publiques en 2003. D'autres paiements spéciaux ont été faits aux régimes de pension du secteur des entreprises et, à titre de dépenses des sociétés, ils ont réduit l'excédent, particulièrement les bénéfices des sociétés.

L'importante révision à la hausse en 2004 fait suite à la réception des données fiscales provenant de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Les plus importantes révisions à la hausse des salaires et traitements se sont produites au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique. Le revenu supplémentaire du travail a également été révisé à la hausse, mais pas dans la même mesure qu'en 2003. Les révisions à la hausse ont été reportées à 2005 pour les salaires et traitements, ainsi que pour le revenu supplémentaire du travail.

Dans le Système de comptabilité nationale, l'**excédent** est défini comme le revenu que les sociétés tirent de leurs propres établissements de production, soit la valeur ajoutée moins la rémunération des salariés, moins les impôts sur la production payables, plus les subventions

reçues. Il représente le dernier solde comptable dans les Tableaux d'entrées-sorties et il est calculé pour chaque industrie. Dans le cadre de l'étalonnage annuel d'après les Tableaux d'entrées-sorties, les estimations de l'excédent sont produites en intégrant les données des dernières enquêtes annuelles auprès des entreprises et des établissements ainsi que diverses données administratives au cadre d'entrées-sorties. Une fois ces estimations repères calculées, les révisions sont intégrées aux Comptes des revenus et dépenses. Dans ces derniers, l'excédent comprend les composantes du revenu suivantes : les bénéfices des sociétés avant impôts, les bénéfices des entreprises publiques avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, l'ajustement de la valeur des stocks et les provisions pour consommation de capital. Le tableau 1 montre les révisions de l'excédent de 2002 à 2005 ainsi que la répartition de la révision entre les diverses composantes du revenu indiquées ci-dessus.

Les **bénéfices des sociétés avant impôts** ont été révisés à la baisse pour les quatre années, soit de 611 millions de dollars en 2002, de 2 771 millions de dollars en 2003, de 3 825 millions de dollars en 2004 et de 4 481 millions de dollars en 2005. Les révisions apportées en 2002 et 2003 rendent compte de l'étalonnage selon les Comptes d'entrées-sorties qui tiennent compte des dernières données de l'enquête annuelle menée auprès des entreprises ainsi que de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés pour 2003. En 2003, le paiement spécial fait au revenu supplémentaire du travail en raison du sous-financement des caisses de retraite a entraîné une importante révision compensatoire à la baisse des bénéfices des sociétés. De nouvelles estimations découlant des statistiques financières et fiscales provisoires des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF), ont été intégrées pour 2004. Ces nouvelles estimations ont donné lieu à des révisions à la baisse en 2004, qui ont été reportées en 2005 selon les estimations révisées découlant des Statistiques financières trimestrielles des entreprises.

Les **intérêts et revenus divers de placements** ont été révisés à la baisse les quatre années. En 2002, la révision à la baisse a été de 469 millions de dollars, tandis qu'en 2003, 2004 et 2005, les révisions à la baisse ont été de 544, 1 324 et 837 millions de dollars, respectivement. Les révisions apportées à cette série rendent compte de renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et revenus d'intérêts ainsi que sur les paiements de redevances des entreprises.

Les **provisions pour consommation de capital (PCC)** ont été révisées à la baisse les quatre années. La révision à la baisse a été de 437 millions de dollars en 2002, de 1 337 millions de dollars en 2003, de 2 504 millions de dollars en 2004 et de 4 105 millions de dollars en 2005. La mise à jour des déclarations de revenus annuelles des

sociétés ainsi que des estimations révisées de l'amortissement ont entraîné ces révisions. Des sources supplémentaires de données ont été utilisées pour calculer les estimations des provisions pour consommation de capital. Dans le passé, les estimations étaient produites d'après les données de l'Enquête financière annuelle. Dans le cadre de ce processus de révision annuel, toutefois, des estimations des PCC sont également produites au moyen du modèle de l'inventaire perpétuel de la Division de l'investissement et du stock de capital.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole a été révisé à la hausse pour les quatre années. En 2002 et 2003, la révision la plus importante était attribuable à une révision à la baisse des dépenses d'exploitation agricole (principalement au titre des aliments commerciaux). En 2004, l'effet combiné d'une révision à la baisse des dépenses d'exploitation agricole et d'une révision à la hausse des paiements au titre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole a entraîné une révision globale à la hausse de 390 millions de dollars du revenu comptable net des exploitants agricoles. En 2005, une révision à la baisse des recettes des productions végétales a été plus que compensée par une révision à la hausse des recettes des productions animales et des paiements de programmes.

Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, a été révisé à la hausse de 32 millions de dollars en 2002. Des révisions à la baisse ont été apportées de 2003 à 2005, soit 144 millions de dollars en 2003, 199 millions de dollars en 2004 et 166 millions de dollars en 2005. Les révisions de 2002 et 2003 rendent compte de l'étalonnage en fonction des Comptes d'entrées-sorties selon l'industrie, tandis que les révisions de 2004 intègrent de nouvelles données administratives provenant de l'ARC sur le revenu net des entreprises individuelles non agricoles.

L'estimation des **impôts sur les facteurs de production, moins les subventions**, a été révisée à la baisse de 103 millions de dollars en 2002 et de 293 millions de dollars en 2003. Elle a été révisée à la hausse de 620 millions de dollars en 2004 et de 1 441 millions de dollars en 2005. La majeure partie de la révision était attribuable aux impôts locaux sur la production. Les **impôts sur les produits, moins les subventions**, ont été révisés à la baisse de 365 millions de dollars en 2002, de 647 millions de dollars en 2003, de 738 millions de dollars en 2004 et de 855 millions de dollars en 2005. La majeure partie de la révision a porté sur la TPS fédérale pour tenir compte du changement apporté au remboursement de la TPS aux municipalités, qui est passé de 50 % à 100 %. Les révisions des deux séries intègrent également les nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les différents sous-secteurs de l'administration publique.

Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau 6)

Les **dépenses personnelles en biens et services de consommation** ont été révisées à la baisse de 627 millions de dollars en 2002, de 1 303 millions de dollars en 2003, de 1 366 millions de dollars en 2004 et de 1 582 millions de dollars en 2005. Les révisions apportées en 2002 et 2003 tiennent compte de l'étalonnage en fonction des Comptes d'entrées-sorties, la majeure partie de la révision à la baisse étant attribuable aux services, particulièrement les dépenses liées à la santé.

La révision globale des dépenses personnelles en biens et services de consommation a été à la baisse pour 2004 et 2005. Les dépenses au titre des biens ont été révisées à la baisse dans toutes les catégories, compensant largement la révision à la hausse des dépenses en services. Les données trimestrielles sur les marchandises vendues au détail fondées sur la classification du SCIAN 2002 ont été produites à l'automne 2005 pour la période précédant 2004, et les données annuelles sur le commerce de détail pour 2004 ont été diffusées en mars 2006. Ces deux sources de données ont été intégrées aux estimations des dépenses personnelles en biens de consommation.

Les dépenses personnelles en services ont été révisées à la hausse selon les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2004 ainsi que des enquêtes sur les industries de services. Les loyers bruts versés et imputés ont été révisés à la hausse en 2005 en raison d'une révision à la hausse du loyer moyen versé. Cette révision rend compte de l'inclusion des données sur le loyer moyen de la SCHL publiées en décembre dernier.

Les **dépenses courantes des administrations publiques en biens et services** ont été révisées à la hausse de 523 millions de dollars en 2002, de 2 761 millions de dollars en 2003, de 1 245 millions de dollars en 2004 et de 1 873 millions de dollars en 2005. Ces révisions rendent compte des nouvelles données des comptes publics fédéraux et provinciaux, ainsi que des derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2003 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, tourisme et Centre de la statistique de l'éducation ont aussi été intégrés et reportés à 2005. Une cotisation spéciale de 1 milliard de dollars aux régimes de pension par les administrations locales a été incluse en 2003. Pour 2004 et 2005, les révisions rendent compte de la reprise par diverses municipalités en Ontario de leurs cotisations aux régimes de pension en vertu du Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario.

L'investissement en bâtiments résidentiels a été révisé à la baisse pour chacune des années de 2002 à 2005. Les révisions à la baisse étaient de 61 millions de dollars en 2002, de 213 millions de dollars en 2003, de 585 millions de dollars en 2004 et de 494 millions de dollars en 2005. Les révisions sont fondées sur des données administratives ainsi que sur les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2004 et de l'Enquête auprès des agents et des courtiers immobiliers.

L'investissement des entreprises en construction non résidentielle et en machines et matériel a été révisé à la hausse les quatre années. La révision à la hausse a été de 797 millions de dollars en 2002, de 747 millions de dollars en 2003, de 4 505 millions de dollars en 2004 et de 5 418 millions de dollars en 2005. La composante des machines et matériel a été révisée à la hausse pour 2002, 2003 et 2004 alors que l'investissement non résidentiel a été révisé à la hausse pour les quatre années. Les révisions des deux séries rendent compte de l'étalonnage en fonction des Comptes d'entrées-sorties ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés. L'augmentation plus forte de l'investissement en ouvrages non résidentiels en 2004 était attribuable dans une large mesure aux estimations révisées de l'investissement des secteurs du pétrole et du gaz ainsi que des services publics. En outre, des révisions ont été apportées en raison de l'intégration de l'IPMM sur la base de 1997=100 fourni par la Division des prix aux fins de la déflation des composantes des machines et du matériel du PIB.

L'investissement en stocks a été révisé à la baisse de 1 373 millions de dollars en 2002, de 2 304 millions de dollars en 2003 et de 1 542 millions de dollars en 2004. Une révision à la hausse de 1 689 millions de dollars a été apportée en 2005. Les révisions des stocks non agricoles rendent compte de l'intégration de nouvelles données repères ainsi que des données des dernières enquêtes annuelles. Les ajustements rendent aussi compte des résultats du processus d'équilibrage des biens et des services qui fait partie intégrante de l'élaboration des Comptes d'entrées-sorties, en fonction desquels les Comptes des revenus et dépenses sont étalonnés.

L'investissement en stocks agricoles est demeuré virtuellement inchangé en 2002 et 2003, mais a été révisé à la hausse en 2004 et 2005, principalement pour les stocks de céréales des entreprises agricoles (blé, soya, maïs et canola). Les stocks de céréales sont maintenant bien supérieurs à leur moyenne sur 10 ans après deux ans de forte production, mais de qualité inférieure à la normale (particulièrement dans le cas du blé).

Les **exportations de biens et de services** ont été révisées à la hausse de 1 114 millions de dollars en 2002, de 390 millions de dollars en 2003, de 1 998 millions de dollars en 2004 et de 1 424 millions de dollars en 2005. En général, les révisions apportées aux services sont liées à l'intégration de données administratives et d'enquêtes annuelles. Les services commerciaux ont connu la plus importante révision à la hausse, principalement en raison d'une plus grande utilisation de données fiscales aux fins du calcul du commerce des services commerciaux. Les estimations des **importations de biens et de services** ont été révisées à la hausse les quatre années. Elles ont été révisées à la hausse de 622 millions de dollars en 2002, de 2 146 millions de dollars en 2003, de 2 617 millions de dollars en 2004 et de 3 643 millions de dollars en 2005. Les services commerciaux, de nouveau, ont joué un rôle important dans les révisions à la hausse.

Tableau 2 Révisions au produit intérieur brut, perspective historique

Période de référence	Estimation initiale	Estimation révisée, premier cycle de révision annuelle	Estimation révisée, deuxième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, troisième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, quatrième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, processus de révisions historiques	Révisions totales
millions de dollars courants							
1993	710 723	711 658	712 855	712 855	724 960	727 184	16 461
1994	748 606	750 053	747 260	762 251	767 506	770 873	22 267
1995	780 027	776 299	799 129	806 778	807 088	810 426	30 399
1996	797 789	828 997	833 921	833 070	839 064	836 864	39 075
1997	856 134	855 103	866 252	873 947	877 921	882 733	26 599
1998	888 390	895 704	901 805	915 865	914 973	914 973	26 583
1999	949 400	957 911	975 263	980 524	982 441	..	33 041
2000	1 038 794	1 056 010	1 064 995	1 075 566	1 076 577	..	37 783
2001	1 084 119	1 092 246	1 107 459	1 108 200	1 108 048	..	23 929
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	1 154 204	1 152 905	..	10 782
2003	1 214 601	1 218 772	1 216 191	1 213 408	..	..	-1 193
2004	1 293 289	1 290 185	1 290 788	..	..	..	-2 501
2005	1 368 726	1 371 425	..	..	..	..	2 699
taux de croissance							
1994	5,2	5,2	4,8	5,1	5,9	6,0	0,8
1995	4,0	3,9	4,8	4,8	5,2	5,1	1,1
1996	2,8	3,7	3,4	3,2	4,0	3,3	0,5
1997	3,3	2,5	4,0	4,2	4,6	5,5	2,2
1998	3,9	3,4	3,2	4,3	4,2	3,7	-0,2
1999	6,0	6,2	6,5	7,2	7,4	..	1,4
2000	8,4	8,3	8,6	9,5	9,6	..	1,1
2001	2,7	2,6	3,0	2,9	2,9	..	0,3
2002	4,6	4,3	4,5	4,2	4,0	..	-0,5
2003	5,2	5,3	5,4	5,2	..	..	0,1
2004	6,1	6,1	6,4	..	..	..	0,3
2005	6,1	6,2	..	..	..	..	0,2

Tableau 3 Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants					
2002	1 142 123	1 154 204	1 152 905	-1 299	10 782
2003	1 214 601	1 216 191	1 213 408	-2 783	-1 193
2004	1 293 289	1 290 185	1 290 788	603	-2 501
2005	1 368 726	1 368 726	1 371 425	2 699	2 699
2002 T1	1 106 352	1 118 780	1 119 204	424	12 852
2002 T2	1 138 212	1 148 380	1 146 676	-1 704	8 464
2002 T3	1 151 832	1 164 288	1 161 928	-2 360	10 096
2002 T4	1 170 916	1 185 368	1 183 812	-1 556	12 896
2003 T1	1 211 120	1 212 808	1 209 756	-3 052	-1 364
2003 T2	1 206 560	1 202 620	1 197 968	-4 652	-8 592
2003 T3	1 216 256	1 216 956	1 217 004	48	748
2003 T4	1 228 876	1 232 380	1 228 904	-3 476	28
2004 T1	1 255 676	1 252 380	1 253 940	1 560	-1 736
2004 T2	1 287 476	1 284 268	1 284 372	104	-3 104
2004 T3	1 308 012	1 305 484	1 305 208	-276	-2 804
2004 T4	1 323 868	1 318 608	1 319 632	1 024	-4 236
2005 T1	1 331 300	1 329 716	1 332 712	2 996	1 412
2005 T2	1 347 608	1 349 772	1 352 560	2 788	4 952
2005 T3	1 385 940	1 383 764	1 386 308	2 544	368
2005 T4	1 411 652	1 411 652	1 414 120	2 468	2 468
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997)					
2002	1 062 143	1 070 789	1 069 282	-1 507	7 139
2003	1 092 891	1 092 388	1 088 773	-3 615	-4 118
2004	1 126 625	1 124 428	1 124 688	260	-1 937
2005	1 157 446	1 157 446	1 157 705	259	259
2002 T1	1 047 731	1 057 600	1 057 443	-157	9 712
2002 T2	1 059 412	1 066 568	1 064 108	-2 460	4 696
2002 T3	1 066 551	1 076 430	1 074 254	-2 176	7 703
2002 T4	1 072 854	1 082 557	1 081 321	-1 236	8 467
2003 T1	1 090 415	1 090 723	1 086 893	-3 830	-3 522
2003 T2	1 089 797	1 087 321	1 083 247	-4 074	-6 550
2003 T3	1 090 382	1 090 863	1 087 698	-3 165	-2 684
2003 T4	1 101 564	1 100 645	1 097 254	-3 391	-4 310
2004 T1	1 110 917	1 107 771	1 108 439	668	-2 478
2004 T2	1 124 350	1 121 455	1 120 564	-891	-3 786
2004 T3	1 131 302	1 131 229	1 131 928	699	626
2004 T4	1 137 337	1 137 256	1 137 820	564	483
2005 T1	1 143 801	1 143 107	1 144 136	1 029	335
2005 T2	1 152 277	1 153 132	1 153 623	491	1 346
2005 T3	1 162 865	1 163 112	1 162 822	-290	-43
2005 T4	1 170 432	1 170 432	1 170 239	-193	-193

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2002, 2003 et 2004, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2005, tandis que pour 2005, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2005.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2006.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau 4 Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
	données désaisonnalisées au taux annuel				
	dollars courants, %			points de pourcentage	
2002	4,6	4,2	4,0	-0,2	-0,6
2003	5,2	5,4	5,2	-0,2	0,0
2004	6,1	6,1	6,4	0,3	0,3
2005	6,1	6,1	6,2	0,1	0,1
2002 T1	2,3	1,9	1,9	0,0	-0,4
2002 T2	2,8	2,6	2,5	-0,1	-0,3
2002 T3	1,2	1,4	1,3	-0,1	0,1
2002 T4	1,6	1,8	1,9	0,1	0,3
2003 T1	2,5	2,3	2,2	-0,1	-0,3
2003 T2	-0,4	-0,8	-1,0	-0,2	-0,6
2003 T3	1,1	1,2	1,6	0,4	0,5
2003 T4	1,0	1,3	1,0	-0,3	0,0
2004 T1	1,8	1,6	2,0	0,4	0,2
2004 T2	2,5	2,5	2,4	-0,1	-0,1
2004 T3	1,7	1,7	1,6	-0,1	-0,1
2004 T4	1,2	1,0	1,1	0,1	-0,1
2005 T1	1,0	0,8	1,0	0,2	0,0
2005 T2	1,3	1,5	1,5	0,0	0,2
2005 T3	2,8	2,5	2,5	0,0	-0,3
2005 T4	2,0	2,0	2,0	0,0	0,0
	dollars enchaînés (1997), %			points de pourcentage	
2002	3,4	3,1	2,9	-0,2	-0,5
2003	1,7	2,0	1,8	-0,2	0,1
2004	2,8	2,9	3,3	0,4	0,5
2005	2,9	2,9	2,9	0,0	0,0
2002 T1	1,5	1,2	1,2	0,0	-0,3
2002 T2	1,1	0,8	0,6	-0,2	-0,5
2002 T3	0,8	0,9	1,0	0,1	0,2
2002 T4	0,4	0,6	0,7	0,1	0,3
2003 T1	0,6	0,8	0,5	-0,3	-0,1
2003 T2	-0,1	-0,3	-0,3	0,0	-0,2
2003 T3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1
2003 T4	0,9	0,9	0,9	0,0	0,0
2004 T1	0,6	0,6	1,0	0,4	0,4
2004 T2	1,1	1,2	1,1	-0,1	0,0
2004 T3	0,8	0,9	1,0	0,1	0,2
2004 T4	0,4	0,5	0,5	0,0	0,1
2005 T1	0,6	0,5	0,6	0,1	0,0
2005 T2	0,8	0,9	0,8	-0,1	0,0
2005 T3	0,9	0,9	0,8	-0,1	-0,1
2005 T4	0,6	0,6	0,6	0,0	0,0

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2002, 2003 et 2004, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2005, tandis que pour 2005, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2005.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2006.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau 5 Révisions aux agrégats des revenus en dollars courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
	millions de dollars				
Rémunération des salariés					
2002	595 267	592 692	593 307	615	-1 960
2003	617 506	617 753	621 003	3 250	3 497
2004	638 868	643 964	651 888	7 924	13 020
2005	678 925	678 925	688 150	9 225	9 225
Bénéfices des sociétés avant impôts					
2002	125 507	135 840	135 229	-611	9 722
2003	146 417	147 592	144 821	-2 771	-1 596
2004	178 014	175 148	171 323	-3 825	-6 691
2005	193 936	193 936	189 455	-4 481	-4 481
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
2002	10 845	11 525	11 661	136	816
2003	10 102	11 630	12 290	660	2 188
2004	11 857	11 842	12 508	666	651
2005	13 370	13 370	14 481	1 111	1 111
Intérêts et revenus divers de placements					
2002	49 666	47 162	46 693	-469	-2 973
2003	50 625	50 223	49 679	-544	-946
2004	56 845	55 408	54 084	-1 324	-2 761
2005	61 240	61 240	60 403	-837	-837
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
2002	2 119	855	1 101	246	-1 018
2003	1 079	1 280	1 373	93	294
2004	1 700	2 866	3 256	390	1 556
2005	1 551	1 551	1 706	155	155
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
2002	71 894	74 260	74 292	32	2 398
2003	77 366	77 158	77 014	-144	-352
2004	81 013	81 027	80 828	-199	-185
2005	84 666	84 666	84 500	-166	-166
Ajustement de la valeur des stocks					
2002	-3 044	-3 334	-3 584	-250	-540
2003	4 941	5 075	4 178	-897	-763
2004	-657	-1 669	-1 574	95	-917
2005	-442	-442	-326	116	116
Impôts moins subventions, sur facteurs de production					
2002	53 152	54 019	53 916	-103	764
2003	55 717	56 376	56 083	-293	366
2004	57 661	58 479	59 099	620	1 438
2005	59 961	59 961	61 402	1 441	1 441
Impôts moins subventions, sur produits					
2002	84 448	84 504	84 139	-365	-309
2003	86 660	85 048	84 401	-647	-2 259
2004	93 248	90 203	89 465	-738	-3 783
2005	94 750	94 750	93 895	-855	-855
Provisions pour consommation de capital					
2002	152 642	156 004	155 567	-437	2 925
2003	164 030	163 602	162 265	-1 337	-1 765
2004	174 216	172 362	169 858	-2 504	-4 358
2005	181 427	181 427	177 322	-4 105	-4 105

¹ Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

² Pour 2002, 2003 et 2004, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2005, tandis que pour 2005, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2005.

³ Les estimations révisées résultent des révisions de 2006.

⁴ La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

⁵ La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

Tableau 6 Révisions aux agrégats des dépenses en dollars courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision cumulative ⁵
	millions de dollars				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
2002	651 192	656 349	655 722	-627	4 530
2003	689 419	687 791	686 488	-1 303	-2 931
2004	722 631	721 235	719 869	-1 366	-2 762
2005	761 962	761 962	760 380	-1 582	-1 582
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services					
2002	214 174	223 905	224 428	523	10 254
2003	231 003	236 631	239 392	2 761	8 389
2004	249 771	248 534	249 779	1 245	8
2005	262 369	262 369	264 242	1 873	1 873
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
2002	29 233	29 732	28 589	-1 143	-644
2003	32 144	30 953	30 085	-868	-2 059
2004	32 702	33 091	31 553	-1 538	-1 149
2005	35 129	35 129	34 237	-892	-892
Investissement des administrations publiques en stock					
2002	-45	-45	-45	0	0
2003	15	15	15	0	0
2004	21	21	21	0	0
2005	27	27	27	0	0
Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels					
2002	63 103	65 712	65 651	-61	2 548
2003	73 016	72 971	72 758	-213	-258
2004	84 470	83 557	82 972	-585	-1 498
2005	89 595	89 595	89 101	-494	-494
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels					
2002	50 024	49 987	50 659	672	635
2003	49 844	53 883	54 425	542	4 581
2004	54 243	57 139	61 600	4 461	7 357
2005	63 938	63 938	69 606	5 668	5 668
Investissement des entreprises en machines et matériel					
2002	84 380	80 150	80 275	125	-4 105
2003	82 187	80 266	80 471	205	-1 716
2004	85 641	85 171	85 215	44	-426
2005	91 354	91 354	91 104	-250	-250
Investissement des entreprises en stocks					
2002	2 672	-1 301	-2 674	-1 373	-5 346
2003	7 563	7 239	4 935	-2 304	-2 628
2004	7 219	7 758	6 216	-1 542	-1 003
2005	9 469	9 469	11 158	1 689	1 689
Exportations de biens et services					
2002	470 114	478 071	479 185	1 114	9 071
2003	459 561	461 266	461 656	390	2 095
2004	494 519	492 580	494 578	1 998	59
2005	518 256	518 256	519 680	1 424	1 424
Importations de biens et services					
2002	423 096	427 679	428 301	622	5 205
2003	409 993	414 370	416 516	2 146	6 523
2004	437 404	438 346	440 963	2 617	3 559
2005	464 030	464 030	467 673	3 643	3 643

¹ Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

² Pour 2002, 2003 et 2004, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2005, tandis que pour 2005, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2005.

³ Les estimations révisées résultent des révisions de 2006.

⁴ La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

⁵ La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.